



Affaires étrangères, Commerce
et Développement Canada

Foreign Affairs, Trade and
Development Canada

Canada

LE COMMERCE INTERNATIONAL

Le point sur le commerce et l'investissement

2014



| Le Commerce
international du Canada

| Le point sur le commerce
et l'investissement - 2014

À PROPOS DE CE DOCUMENT

Le commerce international du Canada – 2014 a été produit sous la direction de Rick Cameron du Bureau de l'économiste en chef du ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada. Le rapport a été rédigé par Rick Cameron et Mykyta Vesselovsky, avec l'assistance de Nancy Blanchet au niveau des statistiques. André Downs, économiste en chef, Bureau de l'économiste en chef, a formulé des commentaires sur les ébauches des textes.

Vos commentaires sur le rapport de cette année seraient appréciés. Veuillez les transmettre à Rick Cameron à : << Richard.Cameron@international.gc.ca >>.

© Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2014

Catalogue no. FR2-8/2011

Cette publication est disponible en ligne à :
www.international.gc.ca/economist-economiste/performance

Table des matières

Message du ministre	III
Sommaire	V
I. La performance économique et commerciale dans le monde	1
Vue d'ensemble et perspectives de l'économie mondiale	5
Vue d'ensemble et perspectives du commerce mondial	6
Les exportations de marchandises	6
Les importations de marchandises	7
Les exportations de services	8
Les importations de services	9
II. Évolution de l'économie et du commerce – tour d'horizon des pays et des régions11
Tour d'horizon des pays	15
Les États-Unis	15
La Chine	16
Le Mexique	17
Tour d'horizon des régions	18
Les pays émergents d'Asie	18
La zone euro	19
L'Amérique latine et les Caraïbes	20
Classement du commerce mondial des marchandises selon la valeur	21
Classement du commerce mondial des services selon la valeur	22
III. La performance économique du Canada	23
Le produit intérieur brut	26
Le produit intérieur brut par activité industrielle	27
L'emploi	28
L'inflation	29
Le dollar canadien	30
IV. Les transactions internationales du Canada	31
La balance des paiements	34
Les exportations de biens	35
Les importations de biens	36
Les exportations et les importations de services	37

V. Points saillants de l'évolution du commerce des marchandises du Canada en 2013	39
Le commerce par grand groupe de produits	43
Les exportations de marchandises	43
Les importations de marchandises	44
Le commerce avec les principaux partenaires commerciaux	45
Les exportations de marchandises	45
Les importations de marchandises	46
Le commerce au niveau des provinces et des territoires	47
Les exportations de marchandises	47
Les importations de marchandises	48
Le commerce selon le mode de transport	49
Les exportations de marchandises	49
Les importations de marchandises	50
<i>Encadré : Les principaux déterminants du commerce des marchandises</i>	<i>51</i>
VI. Vue d'ensemble de la performance du Canada sur le plan de l'investissement.	53
Flux mondiaux d'investissement étranger direct	57
Entrées	57
Sorties	58
La performance du Canada au chapitre de l'investissement direct.	59
L'investissement entrant	59
Entrées	59
Stock d'IED entrant.	60
L'investissement sortant	61
Sorties	61
Stock d'IED sortant.	62

Message du ministre du Commerce international l'honorable Ed Fast

Je suis heureux de vous présenter l'édition 2014 du rapport *Le point sur le commerce et l'investissement*, l'évaluation annuelle faite par le gouvernement des tendances du commerce et de l'investissement au Canada et dans le monde au cours de la dernière année. Bien que la production mondiale réelle ait ralenti en 2013, le produit intérieur brut canadien a augmenté plus rapidement, ce qui est assurément une bonne nouvelle. L'emploi a aussi progressé au point où plus d'un million de nouveaux emplois ont été créés au Canada depuis le ralentissement économique de 2009, faisant reculer d'autant le taux de chômage. Cela témoigne de nos fortes assises et de notre solide gérance de l'économie. En outre, les signes d'une accélération de la reprise dans l'ensemble du monde développé sont apparus au cours de la seconde moitié de 2013, ce qui a des répercussions positives pour 2014.



Le commerce équivaut à plus de 60 p. 100 de notre produit intérieur brut annuel et un emploi sur cinq est directement lié aux exportations. Exprimé d'une autre façon, si notre pays cessait soudainement de faire du commerce, 3,3 millions d'emplois disparaîtraient au Canada et le taux de chômage bondirait à 25 p. 100. Cela donne une idée de l'importance du commerce pour nous.

En 2013, notre gouvernement a poursuivi la mise en œuvre de son ambitieux plan de promotion du commerce et de l'investissement. Laissez-moi souligner quelques-unes de nos initiatives clés.

En novembre, j'ai inauguré le Plan d'action sur les marchés mondiaux, notre stratégie de création d'emplois et de possibilités pour les Canadiens grâce au commerce et à l'investissement. Ce plan reflète l'évolution de la situation économique mondiale, en mettant l'accent sur les principaux atouts du Canada et en alignant les ressources diplomatiques canadiennes pour qu'elles servent les intérêts commerciaux du pays sur les principaux marchés étrangers.

Un élément clé du Plan d'action sur les marchés mondiaux est notre programme de libre-échange. En 2013 et 2014, nous avons conclu des accords historiques avec le Panama, le Chili, le Honduras, la Corée du Sud et, ce qui est tout particulièrement important, l'Union européenne – la plus grande économie dans le monde avec 500 millions de consommateurs et un PIB de près de 17 billions de dollars. Lorsque l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne entrera en vigueur, il engendrera des bénéfices accrus et de meilleures ouvertures commerciales pour les entreprises canadiennes de toute taille et de toutes les régions du pays. En fait, une étude conjointe réalisée avec l'Union européenne, qui soutenait l'amorce de négociations, a estimé qu'un accord pourrait hausser le revenu au Canada de 12 milliards de dollars annuellement et faire croître le commerce

« Le commerce et l'investissement internationaux sont des sources importantes de prospérité pour le Canada. Les entreprises canadiennes entrent sur les marchés étrangers pour accroître leurs ventes et misent sur les chaînes d'approvisionnement mondiales pour maintenir leur compétitivité. Les consommateurs canadiens profitent du commerce international grâce à un plus vaste choix et à des prix moins élevés ». Budget 2014

bilatéral dans une proportion de 20 p. 100. Cela équivaut à la création de près de 80 000 nouveaux emplois, ou à une augmentation de 1 000 dollars du revenu annuel moyen des familles canadiennes.

En 2013, nous avons annoncé la conclusion de 26 accords aériens nouveaux ou améliorés – un nombre sans précédent – ainsi que 10 accords sur la protection et la promotion des investissements étrangers, un niveau record. J’ai eu le privilège de diriger 15 missions commerciales dans la plupart des coins du globe. Ces réalisations, et d’autres, apporteront beaucoup au Canada et feront de notre pays l’envie du reste du monde.

Les accords sur le commerce, l’investissement et les transports sont des outils qui aident les entreprises canadiennes à faire affaire à l’étranger. Dans le but d’aider les entreprises canadiennes à profiter de ces ententes, nous mettons à leur disposition le Service des délégués commerciaux du Canada (SDC). Les délégués commerciaux – nos professionnels en matière de commerce – desservent annuellement 13 500 clients canadiens dans 160 villes à travers le monde et dans des bureaux régionaux au Canada. Les clients du SDC, dont 90 p. 100 sont de petites et moyennes entreprises, exportent 18 p. 100 plus de biens et de services et ont accès à 36 p. 100 de plus de marchés que les non-clients. Pour être encore plus efficaces, nous procédons au redéploiement de délégués commerciaux vers les marchés émergents et à l’intégration de délégués commerciaux à des associations industrielles partout au Canada. Nous harmonisons également les fonctions d’Exportation et développement Canada et de la Corporation commerciale canadienne avec les priorités du Plan d’action sur les marchés mondiaux.

Ce sont là quelques-unes des façons dont le gouvernement canadien veille aux intérêts du Canada en matière de commerce et d’investissement en 2014 et au-delà. En parcourant *Le commerce international du Canada : le point sur le commerce et l’investissement – 2014* vous serez à même de constater que le Plan d’Action sur les marchés mondiaux contribue à regrouper l’ensemble des initiatives de l’État en matière de commerce et d’investissement pour que le tout représente plus que la somme des parties.

Sommaire

La croissance de la production réelle dans le monde a ralenti à 3 p. 100 en 2013, le taux le plus bas depuis 2009, alors qu'elle avait été de 3,2 p. 100 un an plus tôt. Toutefois, des signes de reprise sont apparus dans le courant de l'année, jetant les bases pour des prévisions de croissance plus rapide au cours des prochaines années. Il y a eu une évolution subtile des déterminants géographiques de la croissance mondiale au cours de 2013, alors que l'expansion des économies développées s'est raffermie durant la seconde moitié de l'année et que les défis auxquels sont confrontés les marchés émergents se sont aggravés. La conjoncture financière dans les économies développées est demeurée hautement favorable à la croissance économique, alors que les banques centrales s'efforçaient d'éponger l'offre excédentaire et de ramener l'équilibre entre les niveaux de production et de capacité dans l'économie réelle. De faibles taux d'inflation prévalent dans la plupart des économies développées en raison d'une capacité excédentaire. Cependant, à mesure que l'activité économique reprendra et que les marchés du travail s'affermiront, les taux d'inflation pourraient recommencer à augmenter graduellement vers les niveaux cibles dans les années à venir.

Simultanément, la Chine procède à la libéralisation de son système financier et à une refonte de son modèle économique, délaissant les exportations et les investissements fixes pour privilégier la consommation. Ces mesures ont contribué à ralentir la croissance dans ce pays à des niveaux plus modérés. Du même coup, de nombreuses économies en développement autres que la Chine sont aux prises avec une devise plus faible et des taux d'intérêt plus élevés. Cela contribue à hausser le coût du service de la dette dans ces pays, qui a augmenté considérablement ces dernières années. L'effet conjugué de ces mesures et de ces défis sera de ralentir le rythme d'expansion des marchés émergents.

Si nous regardons l'avenir, l'activité économique aux États-Unis devrait s'accélérer en 2014, prenant appui sur une croissance plus vigoureuse de l'emploi, une reprise des dépenses des consommateurs, un regain de la demande de logements et une diminution du freinage fiscal. La zone euro, qui a enregistré une légère contraction en 2013, devrait croître modérément cette année. Le rythme de croissance en Chine ralentira, comme ce sera le cas en Amérique centrale et en Amérique du Sud, tandis que l'activité économique en Inde et dans la plupart des pays nouvellement industrialisés (PNI) d'Asie s'accélérera quelque peu. La croissance en Russie devrait être faible, alors que la turbulence sur les marchés financiers et les tensions géopolitiques liés à la situation en Ukraine pèseront sur une activité déjà faible.

Le Canada se situe au beau milieu de ces tendances, et sa performance suit la tendance esquissée ci-dessus pour les économies développées. La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté à 2,0 p. 100 en 2013, après un gain de 1,7 p. 100 en 2012, la performance ayant été légèrement meilleure durant la seconde moitié de l'année que durant la première moitié. La production a crû dans l'ensemble des grands secteurs industriels, à l'exception de la fabrication et des pêches. La production de biens a augmenté de 1,7 p. 100, tandis que la production de services avançait de 2,1 p. 100. L'emploi a progressé de 1,3 p. 100 l'an dernier, ce qui est un peu plus élevé que le taux de 1,2 p. 100 enregistré en 2012, tandis que le taux de chômage a légèrement fléchi, soit de 0,1 point de pourcentage, pour s'établir à 7,1 p. 100. Au niveau sectoriel, l'emploi dans les industries productrices de biens a augmenté de 0,3 p. 100, les gains ayant été limités par

un recul de 2,9 p. 100 dans le secteur manufacturier et une baisse de 0,5 p. 100 dans les industries de la forêt et de la pêche. En revanche, les gains d'emploi ont été généralisés dans les industries de services, quoi qu'il y ait eu un déclin de 1,1 p. 100 dans le secteur de l'administration publique. Les hausses de prix sont demeurées positives en 2013, à 0,9 p. 100, mais bien en deçà du niveau cible de 2 p. 100 établi par la Banque du Canada.

Pour une deuxième année, le commerce mondial des marchandises a été léthargique; en fait, le commerce mondial a ralenti au cours de 2013 par rapport à l'année précédente. Les échanges mondiaux ont crû de 2,1 p. 100 en termes réels (c.-à-d. en volume), ce qui est bien inférieur à la moyenne de 5,3 p. 100 sur un horizon de 20 ans. Pour les économies développées constituant les principaux partenaires commerciaux du Canada, la demande à l'importation a été stationnaire (baisse de 0,2 p. 100 en volume), tandis que les exportations marquaient un modeste gain (hausse de 1,5 p. 100 en volume). Dans ce contexte, la performance commerciale du Canada a été un peu plus vigoureuse : les exportations réelles de biens ont progressé de 2,2 p. 100, alors que les importations réelles augmentaient de 1,7 p. 100. En valeur, les exportations canadiennes de biens ont progressé plus rapidement que les importations et le déficit du commerce des biens s'est refermé. Du côté des services, les exportations ont progressé plus rapidement que les importations, mais comme celles-ci sont beaucoup plus élevées, le déficit du commerce des services s'est légèrement creusé. Globalement, le déficit commercial des biens et des services a diminué entre 2012 et 2013, ce qui s'est traduit par une baisse du déficit du compte courant.

À un niveau plus détaillé, les exportations totales de marchandises du Canada ont augmenté de 17,7 milliards de dollars (3,9 p. 100), pour atteindre 472,5 milliards de dollars en 2013. Simultanément, les importations de marchandises du Canada progressaient de 13,6 milliards de dollars (2,9 p. 100), pour s'établir à 475,6 milliards de dollars en 2013. Les exportations ayant augmenté davantage que les importations, le déficit commercial a rétréci à 3,1 milliards de dollars. La reprise économique en cours aux États-Unis a aidé à hausser la demande de produits canadiens et les exportations vers ce pays ont augmenté de 19,1 milliards de dollars. Pour une quatrième année d'affilée, les exportations canadiennes aux États-Unis ont gagné du terrain. Parmi les principales destinations à l'exportation, on observe un déclin notable des expéditions vers le Royaume-Uni. L'essentiel de ce recul a porté sur l'or, et il semble y avoir eu une redistribution des exportations d'or au détriment du Royaume-Uni et à l'avantage d'autres destinations comme les États-Unis, Hong Kong et la Suisse. En termes de produits, il y a eu des hausses significatives des exportations d'énergie et de bois de 2012 à 2013. Dans les deux cas, les exportations accrues sont allées principalement aux États-Unis. Du côté des importations, les importations en provenance des États-Unis ont progressé plus rapidement que les importations totales et la part des importations canadiennes fournie par ce pays est passée de 50,6 p. 100 en 2012 à 52,1 p. 100 en 2013. Plus de 70 p. 100 de la hausse totale de 13,9 milliards de dollars des importations provenant des États Unis est imputable aux produits énergétiques et aux véhicules.

Les investisseurs étrangers ont exprimé une confiance grandissante devant la performance économique du Canada et y ont injecté 64,2 milliards de dollars en 2013. C'est le niveau le plus élevé depuis 2008, soit juste avant que ne frappe la récession mondiale; cela signifie que les entrées ont presque retrouvé la parité avec les niveaux de 2008, mais demeurent néanmoins autour de la moitié du précédent sommet enregistré en 2007. Les entrées de capitaux ont augmenté dans tous les grands secteurs en 2013; cependant,

par rapport à 2012, les investisseurs ont concentré leur activité dans les secteurs des finances et des assurances, de la fabrication et de l'énergie, au détriment du commerce et des transports, de la gestion de sociétés et d'entreprises, et de l'ensemble des autres industries. La plus grande partie de l'augmentation est attribuable à une hausse marquée des prêts intra-entreprises à des sociétés étrangères affiliées. Mais nonobstant l'une des plus importantes transactions survenues en 2013 – la prise de contrôle de la société pétrolière et gazière Nexen Inc. par CNOOC Ltd. (Chine) pour la somme de 19 milliards de \$É.-U. – la valeur des fusions et acquisitions (F et A) transfrontières au Canada a chuté de moitié de 2012 à 2013.

Parallèlement, les sorties d'investissement direct canadien ont ralenti entre 2012 et 2013, reculant de 20,7 p. 100 à 43,9 milliards de dollars. En comparaison avec 2012, les sorties ont diminué dans l'ensemble des grands secteurs, sauf la fabrication, et il y a eu un désinvestissement de 3,7 milliards de dollars dans le secteur de l'énergie et des mines. Les activités de F et A, les bénéfices réinvestis, les prêts intra-entreprises et les autres formes d'investissement direct étaient tous en repli par rapport aux niveaux de 2012, en particulier avec les États-Unis.

Globalement, le stock d'investissement étranger direct (IED) au Canada a augmenté de 59,5 milliards de dollars, soit 9,5 p. 100, pour atteindre 686,3 milliards de dollars en 2013. Le secteur de la fabrication et celui de l'extraction minière, pétrolière et gazière, déjà les deux secteurs les plus importants pour l'investissement étranger, ont accaparé près de 70 p. 100 de l'augmentation de l'IED au Canada l'an dernier, les avoirs investis dans ces deux secteurs ayant progressé, respectivement, de 23,2 et 18,1 milliards de dollars. Tous les autres secteurs ont enregistré un investissement positif en 2013, à l'exception de l'immobilier, de la location et du crédit-bail. Les États-Unis détiennent plus de la moitié de l'investissement étranger direct au Canada et ont été à l'origine de plus de la moitié de la hausse totale de l'IED au Canada en 2013.

Simultanément, le stock d'investissement direct du Canada à l'étranger a augmenté de 66,7 milliards de dollars (9,4 p. 100) pour s'établir à 779,3 milliards de dollars en 2013. Les finances et les assurances sont le principal secteur d'investissement direct du Canada à l'étranger et, en 2013, environ 44 p. 100 de l'augmentation du stock d'investissement s'est retrouvé dans ce secteur. Les investissements à l'étranger dans les secteurs de la fabrication et de la gestion de sociétés ont aussi augmenté de manière significative, avec des gains de 10,9 et 8,4 milliards de dollars, respectivement. En revanche, il y a eu un désinvestissement net de 1 milliard de dollars dans le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière, en raison de baisses dans l'extraction de pétrole et de gaz.

La variation nette du solde de l'investissement direct du Canada a dépassé 93 milliards de dollars en 2013, ce qui marque un nouveau sommet.

CHAPITRE 1

La performance économique
et commerciale dans le monde

La performance économique et commerciale dans le monde¹

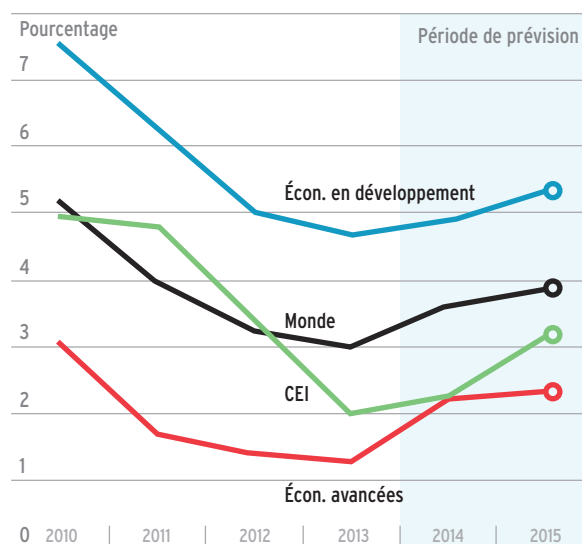
Cinq ans après la crise financière et économique de 2008-2009, ses effets continuent de se faire sentir sur la croissance de l'économie mondiale. Même si, dans de nombreuses régions, la reprise s'est confirmée pour de bon en 2013 et que l'optimisme régnait durant la seconde moitié de l'année alors que les économies avancées reprenaient de la vigueur, l'expansion de l'économie mondiale a tout de même été la plus faible depuis 2009. Cela signifie que la tendance à la baisse de la croissance mondiale qui a débuté en 2010 s'est poursuivie et que l'embellie attendue n'est pas survenue.

La croissance du PIB réel mondial a ralenti de 3,2 p. 100 en 2012 à 3,0 p. 100 en 2013, mais elle devrait remonter aux environs de 3,6 p. 100 en 2014 avant d'atteindre 3,9 p. 100 en 2015. Le début chancelant de la première moitié de 2013, où le taux de croissance a atteint 2,7 %, a été suivi par un niveau d'activité accru durant le second semestre, avec un taux d'expansion de 3,7 p. 100. La plus grande partie de cette accélération est attribuable à la reprise des économies avancées. Un profil similaire est attendu pour 2014, avec une croissance plus faible durant la première moitié de l'année, mais qui ira en s'accroissant au cours de la seconde moitié.

La croissance des principales économies avancées a fléchi, passant de 1,4 p. 100 en 2012 à 1,3 p. 100 en 2013, alors que la faiblesse de la croissance aux États Unis et en Allemagne a freiné la progression. La plupart des économies avancées ont vu leur performance s'améliorer : les taux de croissance étaient en hausse au Canada et au Japon; la croissance est devenue positive dans la zone euro au second semestre de 2013, en dépit de la faiblesse observée en Allemagne, tandis que le Royaume Uni a enregistré sa meilleure performance depuis la crise économique mondiale et que la croissance est redevenue positive en France au cours de 2013. Cette amélioration devrait se traduire par une croissance plus robuste des économies avancées, de 2,2 p. 100 en 2014 et un rythme similaire de 2,3 p. 100 en 2015.

La croissance a également ralenti dans les économies en développement, mais le repli a été le plus faible enregistré depuis la crise – de 5,0 p. 100 en 2012 à 4,7 p. 100 en 2013. Les conditions pour une expansion des exportations sont allées en s'améliorant au cours de la seconde moitié de 2013, alors que la demande provenant des pays avancés a augmenté, ce qui a haussé légèrement le taux de croissance. Néanmoins, la faiblesse de l'investissement ainsi que des conditions monétaires internes et externes contraignantes ont fait obstacle à

Figure 1-1
Croissance du PIB des principales régions,
2010 à 2013 et prévisions pour 2014-2015



¹ Les statistiques, les estimations et les projections présentées dans ce chapitre proviennent de la parution d'avril 2014 de *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international, complétées par des statistiques provenant de l'OMC, de l'U.S. Bureau of Economic Analysis, de Statistique Canada, du Japan Cabinet Office, de la Banque centrale européenne et de la base de données d'avril 2014 de *Perspectives de l'économie mondiale*.

une expansion significative. Ces derniers facteurs, ainsi que les contraintes propres à chaque pays (des problèmes d'infrastructure, entre autres) devraient limiter la croissance dans les économies en développement à 4,9 p. 100 en 2014 et à 5,3 p. 100 en 2015.

Des conditions monétaires hautement favorables, l'affaiblissement du freinage fiscal et le climat politique plus serein aux États Unis font en sorte que ce pays est, à nouveau, le chef de file attendu de la croissance dans les économies avancées pour la période 2014-2015, avec une expansion supérieure à la tendance projetée selon le FMI. La croissance devrait s'amplifier et s'approcher de la tendance dans les principales économies européennes, tandis qu'au Japon elle sera plus modérée du fait que ce pays fait face à une consolidation budgétaire. Des conditions économiques difficiles continuent de hanter les pays de la périphérie européenne, tandis que les marchés en développement ne devraient connaître qu'une amélioration modeste en 2014-2015. En conséquence de ces développements, la croissance mondiale devrait retrouver son niveau de 2011 d'ici 2015. Enfin, les pressions inflationnistes devraient demeurer faibles ou inexistantes dans le monde développé, où il subsiste des écarts de production considérables et où le risque d'une déflation constitue une préoccupation plus réaliste pour de nombreux pays². L'inflation devrait fléchir également dans les économies en développement, alors qu'on s'attend à ce que les prix des produits de base ralentissent encore; enfin, en l'absence de chocs imprévus, les prix du pétrole devraient demeurer stationnaires ou fléchir en 2014-2015.

En volume, le commerce mondial a légèrement décéléré en 2013, enregistrant une croissance de 2,1 p. 100, après une expansion de 2,3 p. 100 en 2012. C'est la troisième année d'affilée où l'on observe un ralentissement de la croissance des échanges commerciaux. En 2013, ce ralentissement est le résultat conjugué d'importations stationnaires dans les économies développées (baisse de 0,2 p. 100) et d'une modeste augmentation des importations dans les économies en développement (gain de 4,4 p. 100). Pour la deuxième année de suite, le commerce mondial a progressé à peu près au même rythme que la production mondiale en 2013, plutôt qu'au double de celle-ci, comme c'est habituellement le cas. Les exportations des économies développées ont avancé de 1,5 p. 100, tandis que celles des pays en développement croissaient de 3,3 p. 100. L'Asie a dominé le tableau mondial de l'expansion des exportations avec un gain de 4,6 p. 100; l'Amérique du Nord venait au second rang avec une hausse de 2,6 p. 100. Les exportations réelles de l'Afrique ont diminué de 3,4 p. 100 en raison d'une baisse importante des expéditions des pays exportateurs de pétrole (Libye, Nigeria et Algérie). Selon les projections, la croissance réelle du commerce mondial devrait plus que doubler pour atteindre 4,7 p. 100 en 2014, et retrouver sa moyenne de 20 ans, soit 5,3 p. 100, en 2015.

Les exportations mondiales nominales (mesurées en \$É.-U.) ont augmenté au même rythme que le commerce réel, gagnant 2,1 p. 100, à 18,8 billions de \$É. U. en 2013. La Chine est devenue le premier pays en importance pour le commerce des marchandises dans le monde, devançant les États Unis.

Les exportations mondiales de services ont augmenté de 5,5 p. 100 en valeur, pour atteindre 4,6 billions de \$É. U. en 2013. Cela représente plus du double du taux d'expansion des exportations de marchandises.

2 En avril 2014, la Suède est entrée en déflation.

Vue d'ensemble et perspectives de l'économie mondiale

La croissance devrait s'accélérer tant dans les économies avancées que dans les économies en développement (pour atteindre 2,3 et 5,3 p. 100, respectivement, en 2015).

Les économies avancées domineront la prochaine phase de la reprise en 2014 et 2015, les États Unis en tête, avec des prévisions de gains plus élevées à la fois en termes absolus et relatifs. La croissance profitera de la stimulation monétaire continue (notamment aux États Unis), d'une diminution du freinage fiscal (le Japon faisant exception) et de l'amélioration générale des conditions financières. Dans les pays en développement, la croissance sera plus modérée en raison de problèmes de politique intérieure, de conditions financières difficiles et de contraintes d'approvisionnement.

La croissance en Asie a accéléré au cours du second semestre de 2013, profitant d'un regain des exportations et de la demande intérieure. La Chine a enregistré une croissance de 7,7 p. 100 en 2013 et l'on s'attend à ce qu'elle ralentisse légèrement. En Inde, la croissance a décéléré à 4,4 p. 100, mais elle devrait reprendre de la vigueur pour retrouver les niveaux habituels d'expansion au cours des prochaines années. La croissance en Russie a chuté de façon marquée, passant de 3,4 p. 100 en 2012 à 1,3 p. 100 en 2013, et une lente reprise est attendue – à condition que les récents événements géopolitiques ne viennent pas assombrir encore davantage les perspectives. La croissance a ralenti en Amérique latine en raison de la faiblesse de l'investissement et de la demande des consommateurs; les perspectives de croissance à moyen terme dans cette région demeurent moroses. L'expansion économique au Brésil a accentué la cadence, passant de 1,0 p. 100 en 2012 au niveau encore modeste de 2,3 p. 100 en 2013. Contre toute attente, le Mexique a inscrit un taux de croissance de seulement 1,1 p. 100 en 2013, mais l'on prévoit que l'économie mexicaine rebondira rapidement. La région du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord a été marquée par un ralentissement de la production pétrolière et une incertitude politique continue en 2013, la croissance fléchissant à 2,4 p. 100. L'Afrique subsaharienne a poursuivi son expansion à un rythme de 4,9 p. 100 en 2013, le même niveau qu'en 2012, profitant d'une amélioration de la production agricole et de l'investissement.

TABEAU 1-1

Croissance réelle du PIB (%) de certaines économies 2013, et prévisions 2014-2015

	2013	2014*	2015*
Monde	3.0	3.6	3.9
Économies avancées	1.3	2.2	2.3
Canada	2.0	2.3	2.4
États-Unis	1.9	2.8	3.0
Royaume-Uni	1.8	2.9	2.5
Japon	1.5	1.4	1.0
Zone euro	-0.5	1.2	1.5
dont la France	0.3	1.0	1.5
dont l'Allemagne	0.5	1.7	1.6
dont l'Italie	-1.9	0.6	1.1
Économies en développement	4.7	4.9	5.3
Asie en développement	6.5	6.7	6.8
dont la Chine	7.7	7.5	7.3
dont l'Inde	4.4	5.4	6.4
CEI	2.1	2.3	3.1
dont la Russie	1.3	1.3	2.3
Pays émergents d'Europe	2.8	2.4	2.9
Amérique latine et Caraïbes	2.7	2.5	3.0
dont le Brésil	2.3	1.8	2.7
dont le Mexique	1.1	3.0	3.5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2.4	3.2	4.4
Afrique sub-saharienne	4.9	5.4	5.5

* : Les chiffres en bleu correspondent aux prévisions du FMI.
Source : FMI, base de données de Perspectives de l'économie mondiale, avril 2014.

Vue d'ensemble et perspectives du commerce mondial

Les exportations de marchandises

Les exportations réelles des économies développées ont augmenté de 1,5 p. 100 en 2013, tandis que celles des pays en développement avançaient de 3,3 p. 100. L'Asie domine le tableau mondial de la croissance des exportations avec un gain de 4,6 p. 100; l'Amérique du Nord arrive au second rang avec une avancée de 2,6 p. 100. En revanche, les exportations réelles de l'Afrique ont fléchi de 3,4 p. 100 par suite d'une réduction marquée des expéditions des pays producteurs de pétrole (Libye, Nigeria et Algérie).

Les exportations mondiales nominales (c. à d. mesurées en \$É.-U.) ont augmenté au même rythme que le commerce réel, gagnant 2,1 p. 100 pour atteindre 18,8 billions de \$É. U.³ en 2013. Globalement, il y a eu un léger fléchissement des prix à l'exportation sur l'année.

Parmi les grandes économies, le Royaume Uni a été, de loin, le chef de file avec une croissance des exportations de 15 p. 100, qui a contribué à propulser l'Europe à un taux de croissance de 4 % – étonnamment, le taux le plus élevé de l'ensemble des régions. La Chine a répété sa performance de 2012 sur le marché d'exportation, enregistrant un taux d'expansion de 8 p. 100; cependant, le recul de 10 p. 100 des exportations japonaises a contribué à ramener la croissance des exportations de l'Asie à seulement 2 p. 100. L'Amérique du Nord a également enregistré un taux de croissance de 2 p. 100. Les exportations de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale ont fléchi de 2 p. 100, tandis que celles de l'Afrique reculaient de 6 p. 100.

TABEAU 1-2
Exportations mondiales de
marchandises, 2013, par région

	Valeur G \$É.-U.	Part (%)	Croissance (%)
Monde	18 270	100,0	2
Amérique du Nord	2 417	13,2	2
États-Unis	1 579	8,6	2
Canada	458	2,5	1
Mexique	380	2,1	3
Amérique du Sud et Amérique centrale	737	4,0	-2
Brésil	242	1,3	0
Europe	6 636	36,3	4
UE-28	6 068	33,2	4
Allemagne	1 453	8,0	3
France	580	3,2	2
Royaume-Uni	541	3,0	15
Italie	518	2,8	3
CEI	778	4,3	-3
Russie	523	2,9	-1
Afrique	599	3,3	-6
Moyen-Orient	1 332	7,3	-1
Asie	5 769	31,6	2
Chine	2 210	12,1	8
Japon	715	3,9	-10
Inde	312	1,7	5
NEI	1 295	7,1	1

Source : Secrétariat de l'OMC.

³ Ce chiffre est exprimé sur la base de la balance des paiements (BDP), tandis que les données présentées dans le tableau 1-2 sont exprimées sur une base douanière.

Les importations de marchandises

Le ralentissement des importations réelles mondiales en 2013 est attribuable à l'effet conjugué de l'absence de croissance des importations dans les économies développées (baisse de 0,2 p. 100) et d'une légère augmentation des importations dans les pays en développement (gain de 4,4 p. 100).

En termes nominaux, les importations ont connu une année plutôt tranquille – stationnaires en Amérique du Nord et en hausse de seulement 1 % en Europe, en Asie et dans la CEI. La croissance des importations a atteint 2 p. 100 en Amérique du Sud et en Amérique centrale et 4 p. 100 au Moyen-Orient – la meilleure performance parmi les régions.

Le Brésil et la Chine ont dominé la croissance des importations en 2013, l'un et l'autre enregistrant une augmentation de 7 p. 100 à ce chapitre. Le Mexique et la Russie ont vu leurs importations croître de 3 p. 100 chacun. Les importations des États Unis et du Canada sont demeurées inchangées.

Plusieurs grandes économies ont vu diminuer leurs importations. Au Japon, elles ont régressé de 6 p. 100, tandis qu'en Inde et au Royaume Uni les importations ont diminué de 5 p. 100. L'Italie a également connu une baisse de 2 p. 100 de ses importations.

L'Europe demeure la première région importatrice dans le monde, représentant plus du tiers des importations totales, soit 6,6 billions de \$É. U. Les importations de l'Asie, qui atteignent 5,9 billions de \$É. U., représentaient un peu moins du tiers des importations totales.

TABLEAU 1-3
Importations mondiales de
marchandises, 2013, par région

	Valeur G \$É.-U.	Part (%)	Croissance (%)
Monde	18,395	100.0	1
Amérique du Nord	3,198	17.4	0
États-Unis	2,331	12.7	0
Canada	474	2.6	0
Mexique	391	2.1	3
Amérique du Sud et Amérique centrale	773	4.2	2
Brésil	250	1.4	7
Europe	6,595	35.9	1
UE-28	6,000	32.6	1
Allemagne	1,187	6.5	2
France	681	3.7	1
Royaume-Uni	654	3.6	-5
Italie	477	2.6	-2
CEI	575	3.1	1
Russie	344	1.9	3
Afrique	628	3.4	2
Moyen-Orient	770	4.2	4
Asie	5,855	31.8	1
Chine	1,950	10.6	7
Japon	833	4.5	-6
Inde	466	2.5	-5
NEI	1,300	7.1	0

Source : Secrétariat de l'OMC.

Les exportations de services

La valeur des exportations mondiales de services a progressé de 5,5 p. 100, à 4,6 billions de \$É. U., en 2013. Ce sont les services de voyage qui ont augmenté le plus rapidement, soit à un taux de 7 p. 100, suivis des services commerciaux, avec une progression de 6 p. 100, alors que les services de transport n'avançaient que de 2 p. 100.

La CEI a été la région où les exportations de services ont crû le plus rapidement en 2013, soit à un rythme de 11 p. 100, aiguillonnées par une expansion de 13 p. 100 en Russie. L'Europe, l'Asie et le Moyen Orient suivaient avec une croissance de 6 p. 100 de leurs exportations de

services. L'Amérique du Nord a vu ses exportations de services croître de 5 p. 100, mais celles de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale ont stagné à 1 p. 100. Les exportations de services de l'Afrique se sont contractées de 2 p. 100 en 2013.

Parmi les grandes économies, les exportations de services du Mexique ont inscrit la meilleure performance, avec un gain de 21 p. 100 sur l'année. La croissance de 13 p. 100 des exportations de services de la Russie arrivait au second rang, tandis que la Chine venait tout juste après, avec un taux de croissance de ses exportations de services de 9 p. 100. Les exportations de services de l'Allemagne, de la France et des Pays Bas ont augmenté, dans chaque cas, de 8 p. 100, tandis que les exportations de services du Royaume Uni n'ont avancé que de 1 p. 100 et que celles du Canada demeuraient stables.

L'Europe est demeurée au premier rang des exportations mondiales de services, accaparant un peu moins de la moitié de la valeur globale, soit 2,2 billions de \$É. U. L'Asie arrivait au second rang, avec un peu plus de la moitié de ce montant (soit 1,2 billion de \$É. U.), tandis que l'Amérique du Nord occupait le troisième rang avec des exportations de services évaluées à 0,8 billion de \$É. U., ce qui ne représentait que 16,5 p. 100 des exportations mondiales de services en 2013.

TABEAU 1-4
Exportations mondiales de services,
2013, par région

	Valeur G \$É.-U.	Part (%)	Croissance (%)
Monde	4 625	100,0	6
Amérique du Nord	761	16,5	5
États-Unis	662	14,3	5
Canada	78	1,7	0
Mexique	20	0,4	21
Amérique du Sud et Amérique centrale	142	3,1	1
Brésil	37	0,8	-2
Europe	2 174	47,0	6
UE-28	1 984	42,9	6
Allemagne	287	6,2	8
Royaume-Uni	290	6,3	1
France	233	5,0	8
Pays-Bas	142	3,1	8
CEI	115	2,5	11
Russie	66	1,4	13
Afrique	91	2,0	-2
Moyen-Orient	128	2,8	6
Asie	1 212	26,2	6
Chine	207	4,5	9
Japon	144	3,1	1
Inde	153	3,3	5
NEI	415	9,0	4
Exportations par catégorie			
Transports	900	19,5	2
Voyages	1 175	25,4	7
Services commerciaux	2 545	55,0	6

Sources : Secrétariat de l'OMC et calculs de l'auteur.

Les importations de services

Les importations mondiales de services ont crû de 4 p. 100 pour s'établir à un peu plus de 4,3 billions de \$É.-U. en 2013.

L'Europe a été le premier importateur de services en 2013, avec 41 p. 100 du total mondial, la plus grande partie des importations allant dans l'UE. La croissance a été particulièrement forte en France (8 p. 100) et en Allemagne (7 p. 100), ainsi que dans les pays non membres de l'UE.

Les importations de services en Asie ont progressé au même rythme que les importations mondiales, dominées par la forte croissance enregistrée en Chine (17 p. 100). Les gains ont été freinés par la contraction des importations du Japon, de l'Inde et dans les NEI. Au total, l'Asie a représenté 28,3 p. 100 des importations mondiales de services en 2013.

En Amérique du Nord, les importations de services ont progressé de 2 p. 100, dominées par les États-Unis (gain de 3 p. 100) et le Mexique (hausse de 4 p. 100), tandis que les importations de services au Canada sont demeurées stables.

La Russie est le pays qui a enregistré le taux de croissance des importations le plus élevé parmi les pays importateurs de services en 2013, soit 19 p. 100. La croissance observée en Russie a contribué à la progression des importations de services dans la région de la CEI à un taux global de 16 p. 100 l'an dernier.

TABLEAU 1-5
Importations mondiales de services,
2013, par région

	Valeur G \$É.-U.	Part (%)	Croissance (%)
Monde	4 340	100,0	4
Amérique du Nord	561	12,9	2
États-Unis	427	9,8	3
Canada	105	2,4	0
Mexique	28	0,6	4
Amérique du Sud et Amérique centrale	195	4,5	6
Brésil	84	1,9	7
Europe	1 780	41,0	5
UE-28	1 651	38,0	4
Allemagne	315	7,3	7
Royaume-Uni	173	4,0	-1
France	188	4,3	8
Pays-Bas	121	2,8	1
CEI	175	4,0	16
Russie	123	2,8	19
Afrique	161	3,7	0
Moyen-Orient	240	5,5	3
Asia	1 229	28,3	4
Chine	329	7,6	17
Japon	161	3,7	-8
Inde	127	2,9	-1
NEI	329	7,6	2

Sources : Secrétariat de l'OMC et calculs de l'auteur.

| CHAPITRE 2 | Évolution de l'économie et du commerce - tour d'horizon des pays et des régions

Évolution de l'économie et du commerce - tour d'horizon des pays et des régions

L'économie mondiale a continué à ralentir en 2013, mais la performance de nombreuses économies laissait clairement entrevoir la promesse, notamment parmi les économies avancées, de perspectives plus optimistes pour 2014 et au-delà. Cependant, si la crise économique et financière de 2008-2009 a touché la plupart des pays de façons similaires, la reprise dans les différentes régions et les différents pays est très nuancée et diffère à de nombreux égards. Une nouvelle économie mondiale émerge de cette récession, l'avantage allant aux économies qui sont plus vite capables de mieux s'adapter au nouveau contexte; dans le cas des économies émergentes, cela suppose souvent de mettre en branle rapidement et efficacement les réformes structurelles nécessaires, de stimuler la demande sur le marché intérieur et de progresser pour devenir autre chose que des plates-formes d'exportation vers les marchés occidentaux.

Les perspectives et les possibilités de croissance économique abondent dans les diverses régions du monde. Les régions qui ont une importance particulière pour le Canada sont les pays émergents d'Asie, la zone euro, ainsi que l'Amérique latine et les Caraïbes. Au niveau des pays, l'évolution de l'économie mondiale signifie que parmi les trois principaux partenaires commerciaux du Canada, un seul – les États Unis – est une économie avancée; les deux autres, la Chine et le Mexique, sont des économies en développement. Le présent chapitre donne un bref aperçu des facettes les plus importantes de l'évolution économique et commerciale dans ces pays et ces régions.

Les États Unis ont été le principal moteur de la croissance des économies avancées en 2013, en dépit du fait que ce pays a vu sa croissance ralentir par rapport à 2012. Néanmoins, les difficultés qu'éprouvent la plupart des autres économies avancées et le poids considérable du marché de la consommation aux États Unis signifient que, dans un avenir rapproché, ce pays dominera le palmarès de la performance économique parmi les économies avancées. Avec la diminution du freinage fiscal et la reprise du marché du logement, les États Unis conservent leur potentiel de concrétiser ces attentes, en particulier si l'investissement en capital fixe des entreprises finit par décoller et que le boom énergétique américain suscite une reprise du secteur de la fabrication. Puisque la géographie économique signifie inévitablement que plus de la moitié du commerce total du Canada se déroulera avec les États Unis dans un avenir prévisible, tous ces espoirs et toutes ces attentes pèsent encore plus lourdement dans la balance pour le Canada. Comme dans le passé – surtout que l'économie mondiale moderne est interconnectée peut-être encore plus aujourd'hui –, l'économie canadienne sera largement tributaire du bien-être de son voisin du Sud. Au cours des deux dernières années, la part du commerce canadien détenue par les États Unis, tant pour les exportations que pour les importations – en baisse depuis plus d'une décennie – a augmenté, resserrant les liens économiques entre les deux pays. Globalement, la perspective à court terme est positive – la croissance aux États Unis devrait atteindre 2,8 p. 100 en 2014 et 3,0 p. 100 en 2015.

La Chine n'a cessé de montrer de la vigueur tout au long de la récession et de la reprise de l'économie mondiale; sa croissance est demeurée stable en 2013 et les craintes d'un atterrissage difficile sont maintenant choses du passé. La croissance devrait décélérer légèrement à court terme, mais tout en devenant plus dépendante des dépenses de consommation et, ainsi, plus stable. Un train de grandes réformes économiques est attendu pour la période 2014-2018, parallèlement à un resserrement des conditions monétaires visant à freiner l'expansion du crédit. L'inflation ne devrait pas constituer un problème, mais le légendaire excédent du compte courant pourrait prendre fin au cours des prochaines années, entraînant une dépréciation de la monnaie chinoise par rapport au dollar américain. La progression continue vers le haut de la chaîne de valeur et la vigueur de l'investissement devraient faire en sorte que

de nouvelles possibilités commerciales continueront de surgir et que la Chine occupera une place spéciale dans la politique commerciale du Canada dans les prochaines années. Cela est confirmé par la solide croissance des échanges bilatéraux entre le Canada et la Chine en 2013.

Le Mexique a connu une année léthargique en 2013, mais les prévisions indiquent une solide reprise. Avec l'avènement de l'ALENA, le rôle du Mexique en tant que fournisseur des chaînes d'approvisionnement nord-américaines a progressé à pas de géant. En particulier, ce pays joue un rôle très important sur les marchés de l'automobile et des machines, dont la vigueur a fait en sorte qu'il est devenu la troisième plus importante source d'importations au Canada. Le développement continu et l'ambitieux programme de réformes structurelles adopté par le président Enrique Peña Nieto, qui comprend une réforme de la fiscalité, devraient ouvrir davantage de possibilités aux entreprises canadiennes au Mexique, et l'avantage géographique qu'offre ce pays pour le Canada devrait faire en sorte que ces possibilités soient de longue durée. Les réformes dans le secteur des télécommunications et celui de l'énergie devraient stimuler l'investissement étranger, tandis que la nouvelle politique budgétaire devrait aussi entrer en vigueur bientôt, haussant les dépenses gouvernementales sur la période 2014-2018 pour stimuler l'économie, tandis que l'inflation devrait rester sous contrôle.

Sur le plan régional, les pays émergents d'Asie constituent un important secteur d'activité commerciale pour le Canada. Bien que la Chine représente une large part de cette région, les avantages de celle-ci vont au-delà du dynamisme de la Chine pour inclure des plateformes d'exportation indépendantes et robustes dans des domaines tels que les machines électriques et électroniques (Malaisie et Thaïlande), les services (Inde) et le vêtement (Vietnam et le Bangladesh). Depuis plusieurs années, cette région a enregistré la croissance la plus forte dans le monde et ses perspectives d'avenir sont excellentes. Formant une grande région économique en soi, les pays émergents d'Asie ne comptent pas beaucoup de grandes économies et leur potentiel d'expansion rapide et de progression en remontant la chaîne de valeur devient plus limité. Cependant, la région a démontré une adaptabilité et une résilience exceptionnelles durant la crise et, après avoir évité un atterrissage brutal, elle demeure l'une des principales destinations du commerce et de l'investissement.

La zone euro semble enfin sortir de son épisode de reprise léthargique et elle a réussi à maintenir sa cohésion devant la menace d'un éclatement et les pressions engendrées par les difficultés économiques des pays de la périphérie. La croissance devrait aller en s'accéléralant, avec une reprise de la demande à la consommation et l'atténuation du freinage fiscal; bien qu'elle demeure vulnérable aux perturbations financières et commerciales, la reprise paraît imminente. Une grande partie du commerce et de l'investissement du Canada est historiquement liée à cette région, différents pays se spécialisant dans une multitude de produits haut de gamme (p. ex. les machines perfectionnées, les instruments scientifiques, les produits agro-alimentaires, les boissons, les produits de luxe et les services). Les échanges du Canada avec la zone euro sont très localisés, désagrégés et enracinés dans des normes, des valeurs et une histoire communes. Leur importance est mise en relief par la signature récente de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne, et resteront un volet clé du commerce du Canada pour des décennies à venir.

Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont les voisins du Canada dans l'hémisphère et cette proximité leur confère une priorité particulière. Un effort concerté a mené à la signature de plusieurs accords de libre-échange et de protection de l'investissement au cours de la dernière décennie, et de nombreux pays de cette région sont devenus d'importants fournisseurs des entreprises canadiennes (p. ex. le Chili, le Pérou et la Colombie). La croissance a ralenti dans cette région, et les choses risquent de s'envenimer avant de s'améliorer, mais étant donné que le Brésil et le Mexique sont sur le sentier de la reprise, les perspectives pour la région sont globalement favorables. Des politiques économiques divergentes persistent en Argentine et au Venezuela, et la dépendance générale à l'égard des prix des ressources est une importante source de faiblesse.

Tour d'horizon des pays

Les États Unis

La croissance de l'économie américaine a ralenti quelque peu en 2013, à 1,9 p. 100. La croissance traduit principalement des contributions positives des dépenses des ménages, des exportations, de l'investissement résidentiel, de l'investissement en capital fixe des entreprises et de l'investissement dans les stocks privés, qui ont été annulées en partie par la contribution négative provenant des dépenses du gouvernement fédéral. Les importations, qui entrent comme élément négatif dans le calcul du PIB, ont par contre augmenté.

Le fléchissement de la croissance réelle du PIB en 2013 reflétait principalement une décélération de l'investissement en capital fixe des entreprises, une baisse plus importante des dépenses du gouvernement fédéral et une décélération des dépenses des ménages et des exportations, en partie compensées par le ralentissement de la croissance des importations et une réduction moindre des dépenses des États et des administrations locales.

Les exportations et les importations ont ralenti de 0,8 point de pourcentage en termes réels en 2013. Cependant, l'impact a été relativement plus grand sur les importations, et la contribution des exportations nettes au PIB américain a ainsi progressé de 0,10 à 0,12 point de pourcentage.

La croissance des exportations du Canada aux États Unis a atteint 5,6 p. 100, dépassant le taux de croissance de l'ensemble des exportations qui a été de 3,9 p. 100. Les importations en provenance des États Unis ont augmenté de 6,0 p. 100, ce qui est également plus rapide que la croissance globale des importations, soit 2,9 p. 100. La part des États Unis dans les exportations et les importations canadiennes a progressé depuis deux ans, atteignant 75,8 p. 100 pour les exportations et 52,1 p. 100 pour les importations. Les cinq principaux produits d'exportation ont été les combustibles et huiles minéraux, les produits de l'automobile, les machines mécaniques, les plastiques et les machines électriques ou électroniques.

TABLEAU 2-1
PIB réel des États-Unis et mesures connexes

	Part en dollars courants (%)	Croissance par rapport à l'année précédente (%)		Contribution au changement en pourcent. du PIB réel (point de pourcentage)	
	2013	2012	2013	2012	2013
Produit intérieur brut	100	2,8	1,9	2,8	1,9
Dépenses des ménages	68,5	2,2	2,0	1,52	1,37
Biens	23,1	3,3	3,5	0,77	0,81
Biens durables	7,5	7,7	6,9	0,56	0,51
Biens non durables	15,6	1,4	2,0	0,22	0,31
Services	45,3	1,6	1,2	0,74	0,55
Investissement en capital fixe des entreprises	15,3	8,3	4,5	1,17	0,66
Résidentiel	3,1	12,9	12,2	0,32	0,33
Non résidentiel	12,2	7,3	2,7	0,85	0,33
Structures	2,7	12,7	1,3	0,31	0,03
Machines et matériel	5,6	7,6	3,1	0,41	0,17
Produits de propriété intellectuelle	3,9	3,4	3,1	0,13	0,12
Investissement dans les stocks	0,6	-	-	0,20	0,16
Exportations nettes de biens et de services	-3,0	-	-	0,10	0,12
Exportations	13,5	3,5	2,7	0,48	0,36
Biens	9,3	3,8	2,4	0,36	0,22
Services	4,1	3,0	3,5	0,12	0,14
Moins les importations	16,4	2,2	1,4	-0,38	-0,24
Biens	13,7	2,1	1,2	-0,30	-0,17
Services	2,7	2,7	2,5	-0,07	-0,07
Dépenses et investissement brut des gouvernements	18,6	-1,0	-2,2	-0,20	-0,43
Fédéral	7,4	-1,4	-5,2	-0,12	-0,41
État et local	11,2	-0,7	-0,2	-0,08	-0,02

La Chine

L'économie de la Chine a connu une croissance stable de 7,7 p. 100 en 2013, soit le même taux que l'année précédente. L'expansion de la consommation des ménages est passée de 7,8 p. 100 en 2012 à 8,2 p. 100 en 2013, et la contribution de ce poste à la croissance du PIB a atteint 3,0 points de pourcentage en 2013. L'investissement dans les stocks a évolué d'une contribution négative de 0,5 point de pourcentage à la croissance du PIB en 2012 à une contribution positive de 0,3 point de pourcentage en 2013. L'apport des exportations nettes de biens et de services à la croissance a été neutre; des données sur l'investissement des entreprises ne sont pas disponibles, mais on peut penser qu'il y a eu une baisse considérable de la croissance à ce poste.

Selon l'Economist Intelligence Unit (EIU), on peut s'attendre à un ralentissement continu de la croissance, qui devrait atteindre 7,3 p. 100 en 2014 et un taux moyen de 6,6 p. 100 pour les cinq prochaines années.

La croissance des exportations réelles de la Chine s'est accélérée, passant de 5,2 p. 100 en 2012 à 8,6 p. 100 en 2013, ce qui a aidé à gonfler la contribution des exportations à la croissance du PIB, qui est passée de 1,3 à 1,5 point de pourcentage. Les importations réelles ont également crû.

Les exportations du Canada vers la Chine venaient au second rang pour le taux de croissance parmi les principaux pays, à 6,1 p. 100, portant à 4,3 p. 100 la part des exportations du Canada détenue par la Chine. Les importations du Canada en provenance de la Chine ont aussi augmenté, soit à un taux de 4,0 p. 100 en 2013. La Chine demeure le deuxième plus grand fournisseur d'importations du Canada accaparant 11,1 p. 100 de ce marché. Les principaux biens importés au Canada sont des produits électroniques, des machines, des meubles et des jouets, tandis que les principales exportations vers ce pays sont des minerais, de la pâte de bois, des oléagineux et du bois.

TABLEAU 2-2
PIB réel de la Chine et mesures connexes

	Part en dollars courants (%)	Croissance par rapport à l'année précédente (%)		Contribution au changement en pourcent. du PIB réel (points de pourcentage)	
	2013	2012	2013	2012	2013
Produit intérieur brut	100	7,7	7,7	7,7	7,7
Dépenses des ménages	36,1	7,8	8,2	2,9	3,0
Biens	-	-	-	-	-
Biens durables	-	-	-	-	-
Biens non durables	-	-	-	-	-
Services	-	-	-	-	-
Investissement en capital fixe des entreprises	-	-	-	-	-
Résidentiel	-	-	-	-	-
Non résidentiel	-	-	-	-	-
Structures	-	-	-	-	-
Machines et matériel	-	-	-	-	-
Produits de propriété intellectuelle	-	-	-	-	-
Investissement dans les stocks	-	-	-	-0,5	0,3
Exportations nettes de biens et de services	2,6	-	-	0,1	0,0
Exportations	26,2	5,2	8,6	1,3	1,5
Biens	-	-	-	-	-
Services	-	-	-	-	-
Moins les importations	23,7	6,2	10,6	-1,2	-1,5
Biens	-	-	-	-	-
Services	-	-	-	-	-
Dépenses et investissement brut des gouvernements	-	-	-	-	-
Fédéral	-	-	-	-	-
État et local	-	-	-	-	-

Le Mexique

La croissance de l'économie mexicaine a ralenti sensiblement en 2013, glissant à 1,3 p. 100 alors qu'elle avait été de 3,9 p. 100 l'année précédente. Cela est imputable à une demande intérieure et extérieure léthargique. Le taux d'expansion des dépenses des ménages a fortement ralenti, passant de 4,7 p. 100 en 2012 à 2,6 p. 100 en 2013, abaissant ainsi sa contribution à la croissance du PIB de 3,1 à 1,7 point de pourcentage. L'augmentation des stocks est intervenue pour prévenir un ralentissement plus marqué du PIB, sa contribution augmentant de 0,3 point de pourcentage en 2012 à 1,0 point de pourcentage en 2013. La croissance de l'investissement en capital fixe des entreprises a décéléré de 8,0 p. 100 en 2012 à 6,1 p. 100 en 2013, mais son impact sur le PIB n'est pas encore connu.

L'EIU s'attend à ce que la croissance au Mexique atteigne 3,7 p. 100 par an au cours des cinq prochaines années, alors que se concrétiseront les avantages des réformes structurelles en cours.

Les exportations réelles du Mexique ont fléchi, le taux de croissance de 3,5 p. 100 enregistré en 2012 ayant dégringolé à 2,0 p. 100 en 2013; la contribution de ce poste à la croissance du PIB a donc reculé de 1,8 à 0,6 point de pourcentage. Par contre, les importations ont aussi ralenti, le taux de croissance passant de 4,3 p. 100 en 2012 à 1,6 p. 100 en 2013 et réduisant l'effet de freinage des importations sur le PIB. Globalement, les exportations nettes ont évolué d'une contribution de 0,2 point de pourcentage à la croissance en 2012 à un impact neutre en 2013.

Les importations du Canada en provenance du Mexique ont progressé plus rapidement que la moyenne, soit à un rythme de 4,7 p. 100; le Mexique demeure la troisième plus grande source d'importations du Canada, notamment dans le secteur de l'automobile et celui des machines électriques ou électroniques. En contraste, les exportations du Canada vers le Mexique n'ont augmenté qu'à un rythme de 0,8 p. 100. Le déficit commercial du Canada avec le Mexique s'est donc creusé de 21,3 milliards de dollars en 2013, traduisant largement la préférence de l'industrie automobile pour localiser ses opérations au Mexique.

TABLEAU 2-3
PIB réel du Mexique et mesures connexes

	Part en dollars courants (%)		Croissance par rapport à l'année précédente (%)		Contribution au changement en pourcent. du PIB réel (points de pourcentage)
	2013	2012	2013	2012	2013
Produit intérieur brut	100	3,9	1,1	3,9	1,3
Dépenses des ménages	68,5	4,7	2,6	3,1	1,7
Biens	-	-	-	-	-
Biens durables	-	-	-	-	-
Biens non durables	-	-	-	-	-
Services	-	-	-	-	-
Investissement en capital fixe des entreprises	-	8,0	6,1	-	-
Résidentiel	-	-	-	-	-
Non résidentiel	-	-	-	-	-
Structures	-	-	-	-	-
Machines et matériel	-	-	-	-	-
Produits de propriété intellectuelle	-	-	-	-	-
Investissement dans les stocks	-	-	-	0,3	1,0
Exportations nettes de biens et de services	-0,8	-	-	0,2	0,0
Exportations	31,5	3,5	2,0	1,8	0,6
Biens	-	-	-	-	-
Services	-	-	-	-	-
<i>Moins</i> les importations	32,3	4,3	1,6	-1,7	-0,6
Biens	-	-	-	-	-
Services	-	-	-	-	-
Dépenses et investissement brut des gouvernements	-	-	-	-	-
Fédéral	-	-	-	-	-
État et local	-	-	-	-	-

Tour d'horizon des régions

Les pays émergents d'Asie

En 2013, les pays émergents d'Asie ont continué d'enregistrer la croissance la plus rapide de l'ensemble des régions du monde, soit 6,5 p. 100, un léger recul par rapport au taux de 6,7 p. 100 observé en 2012. La Chine venait en tête de ce groupe, tandis que la plupart des autres grands pays ont connu une croissance inférieure à la moyenne régionale. L'Inde demeure l'un des pays les plus pauvres au sein de ce groupe, avec un revenu par habitant inférieur au quart de celui de la Chine et équivalant au septième de celui de la Malaisie.

L'inflation a été faible dans la plus grande partie de la région, mais modérée en Indonésie, à 6,4 p. 100, et élevée en Inde, à 9,5 p. 100. Le taux de chômage est demeuré essentiellement sous contrôle. La vigueur des exportations de la Malaisie s'est traduite par un solde du compte courant égal à 3,8 p. 100 du PIB, en dépit d'une baisse de 1,3 p. 100 des exportations réelles. La Chine et l'Inde ont enregistré une forte croissance de leurs exportations réelles, soit 8,6 et 5,0 p. 100, respectivement; mais la croissance des importations réelles de la Chine a été encore

plus forte, à 10,6 p. 100, tandis que les importations des autres pays ont augmenté légèrement ou même fléchi.

La Chine demeure, de loin, le plus important partenaire commercial du Canada dans cette région, quoi que les importations provenant de la Malaisie et de la Thaïlande soient importantes dans certains créneaux clés, dont les machines électriques. Le commerce avec ces trois pays, qui constituent des plates-formes d'exportation de biens assemblés, montre une asymétrie prononcée en faveur des importations. Globalement, les échanges commerciaux avec l'Inde dépassent maintenant 5 milliards de \$É.-U par an et sont à peu près équilibrés, tandis que

le commerce avec l'Indonésie révèle un excédent de 0,5 milliard de \$É. U. La région compte pour 14,2 p. 100 des importations et 6,1 p. 100 des exportations du Canada.

TABLEAU 2-4
Tour d'horizon, pays émergents d'Asie, 2013

2013	Pays émergents d'Asie	Chine	Inde	Indonésie	Malaisie
Croissance du PIB (%)	6,5	7,7	4,4	5,8	4,7
PIB par habitant (\$É.-U.)	-	6 747,2	1 504,5	3 509,8	10 548,0
Inflation (%)	4,5	2,6	9,5	6,4	2,1
Chômage (%)	-	4,1	-	6,3	3,1
Solde du compte courant (% du PIB)	1,1	2,1	-2,0	-3,3	3,8
Croissance des exportations réelles, biens et services (%)	6,8	8,6	5,0	2,2	-1,3
Croissance des importations réelles, biens et services (%)	6,3	10,6	-2,1	-0,4	1,4
Exportations du Canada vers (M \$É. U.)	19 954,5	2 777,0	1 858,0	760,5	
Importations du Canada de (M \$É. U.)	51 199,4	2 895,9	1 333,8	2 116,5	
Balance commerciale du Canada avec (M \$É. U.)		31 245,0	-118,9	524,0	-1 356,0

La zone euro

La crise économique en Europe a montré des signes d'apaisement en 2013. La croissance du PIB réel s'est légèrement améliorée : passant de -0,7 p. 100 en 2012 à -0,5 p. 100 en 2013. La France a renoué avec une croissance positive, affichant un taux d'expansion de 0,3 p. 100. L'Allemagne a fait un peu mieux, avec une croissance de 0,5 p. 100. Cependant, les économies des Pays Bas, de l'Espagne et de l'Italie ont été en contraction sur l'année. L'inflation est demeurée faible, laissant une marge de manœuvre à la politique budgétaire et monétaire; le chômage a été élevé dans l'ensemble, variant de 5,3 p. 100 en Allemagne à 26,4 p. 100 en Espagne.

Dans la plupart des cas, les soldes du compte courant en pourcentage du PIB ont été relativement sains, avec des ratios de 10,4 p. 100 pour les Pays-Bas, 7,5 p. 100 pour l'Allemagne et 0,7 p. 100 pour l'Espagne, la France étant la seule à enregistrer un ratio négatif (-1,6 p. 100). Il y a eu une croissance modeste des exportations réelles dans tous ces pays, à l'exception de l'Italie, accompagnée d'une légère reprise des importations. En moyenne, la croissance dans la zone euro devrait dépasser 1 p. 100 au cours des deux prochaines années, facilitant une reprise attendue depuis longtemps dans de nombreux pays.

Le Canada effectue beaucoup d'échanges commerciaux bilatéraux avec cette région, en particulier avec l'Allemagne, la France et les Pays-Bas. Les importations totales du Canada en provenance de la zone euro ont atteint 37,8 milliards de \$É. U., soit 8,2 p. 100 du total mondial; les importations d'Allemagne – principalement des produits de l'automobile et des machines – comptent pour près du 40 p. 100 de ce montant.

Les échanges commerciaux avec les pays de la zone euro ont une composition beaucoup plus variée que ceux qui se déroulent avec la plupart des autres régions. Pourtant, en dépit de l'importance de l'Allemagne au sein de la région, ce pays ne domine pas le commerce du Canada avec ses partenaires européens. De nombreux pays ont des échanges importants avec le Canada, en particulier pour des produits à un niveau plus détaillé.

TABLEAU 2-5
Tour d'horizon, zone euro, 2013

2013	Zone euro	France	Allemagne	Italie	Espagne
Croissance du PIB (%)	-0,5	0,3	0,5	-1,9	-1,2
PIB par habitant (\$É.-U.)	-	43 000,0	44 999,5	34 714,7	29 150,3
Inflation (%)	1,3	1,0	1,6	1,3	1,5
Chômage (%)	12,1	10,8	5,3	12,2	26,4
Solde du compte courant (% du PIB)	2,9	-1,6	7,5	0,8	0,7
Croissance des exportations réelles, biens et services (%)	1,4	0,6	0,8	-2,8	4,9
Croissance des importations réelles, biens et services (%)	0,3	0,8	0,9	0,1	0,4
Exportations du Canada vers (M \$É. U.)		2 966,5	3 396,1	1 903,6	906,5
Importations du Canada de (M \$É. U.)		5 230,8	14 951,5	5 646,8	1 632,0
Balance commerciale du Canada avec (M \$É. U.)		-2 264,2	-11 555,3	-3 743,3	-725,5

L'Amérique latine et les Caraïbes (ALC)

La croissance économique de la région de l'ALC a ralenti à 2,7 p. 100 en 2013, alors qu'elle avait été de 3,1 p. 100 en 2012. Les prix des produits de base ont été pour l'essentiel stationnaires en 2013, limitant la croissance de nombreuses économies axées sur les ressources dans cette région. L'activité économique au Brésil s'est accélérée pour marquer un taux de croissance de 2,3 p. 100, contre 1,0 p. 100 en 2012. Cependant, au Mexique, la croissance a ralenti à 1,1 p. 100 en 2013. Au Chili, en Colombie et au Pérou, la croissance a affiché une assez bonne tenue, avec

des taux allant de 4 à 5 p. 100. L'expansion devrait ralentir en 2014 avant de rebondir à 3,0 p. 100 en 2015.

L'inflation s'est révélée problématique au Brésil, en Argentine, en Uruguay et au Venezuela, mais elle est demeurée faible dans les autres grands pays. Le chômage était élevé en Colombie et au Pérou. Le solde du compte courant s'est établi à -2,7 p. 100 du PIB pour la région, la plupart des grands pays affichant des ratios déficitaires plus élevés. La plupart des pays ont enregistré une croissance plus forte des exportations réelles que des importations réelles, à l'exception du Brésil et du Pérou.

TABLEAU 2-6
Tour d'horizon, Amérique latine et Caraïbes, 2013

2013	Amérique latine et Caraïbes	Brésil	Chili	Mexique	Pérou
Croissance du PIB (%)	2,7	2,3	4,2	1,1	5,0
PIB par habitant (\$É.-U.)	-	11 310,9	15 775,9	10 629,9	6 674,3
Inflation (%)	6,8	6,2	1,8	3,8	2,8
Chômage (%)	-	5,4	5,9	4,9	7,5
Solde du compte courant (% du PIB)	-2,7	-3,6	-3,4	-1,8	-4,9
Croissance des exportations réelles, biens et services (%)	2,4	3,1	4,5	2,0	-1,8
Croissance des importations réelles, biens et services (%)	3,5	8,6	2,4	1,6	5,5
Exportations du Canada vers (M \$É. U.)		2 400,6	784,7	5 271,1	590,6
Importations du Canada de (M \$É. U.)		3 520,6	1 701,8	25 951,0	2 986,4
Balance commerciale du Canada avec (M \$É. U.)		-1 120,0	-917,1	-20 679,9	-2 395,8

Les liens du Canada avec la région continuent de se développer – les importations provenant de l'ALC représentaient 11 p. 100 de plus que la valeur des importations en provenance de la zone euro en 2013. Le Mexique compte pour plus de 60 p. 100 des importations canadiennes venant de cette région, soit 26,0 milliards de \$É. U.; le Brésil venait au second rang, à 3,5 milliards de \$É. U. Le Pérou demeure un important fournisseur, avec des importations au Canada de 3,0 milliards de \$É. U., suivi du Chili avec 1,7 milliard de \$É. U. Le Canada accusait un déficit commercial avec tous ces pays en 2013.

Étant donné que la région présente un intérêt particulier pour la politique commerciale canadienne et qu'un certain nombre d'accords sur le commerce et la protection de l'investissement ont été signés au cours des dernières années, les entreprises canadiennes exploreront vraisemblablement les nombreux débouchés ouverts par ces accords dans les années à venir, tandis que les négociations du Partenariat Transpacifique (PTP) pourraient donner une impulsion supplémentaire en direction de l'ALC.

Classement du commerce mondial des marchandises selon la valeur

Pour la cinquième année consécutive, la Chine éte le premier exportateur de marchandises dans le monde, à 2,2 billions de \$É. U., soit 11,8 p. 100 du total mondial. Cela est presque un tiers de plus que les exportations du second pays en importance, les États Unis, à près de 1,6 billion de \$É. U. Vient ensuite l'Allemagne, avec des exportations de près de 1,5 billion de \$É. U., ou 7,7 p. 100 du total mondial. Le Japon occupe le 4e rang loin derrière avec des exportations de 715 milliards de \$É. U., soit moins de la moitié de la valeur des exportations de l'Allemagne.

Les exportations des Pays-Bas sont demeurées essentiellement inchangées, à 664 milliards de \$É. U., plaçant ce pays au 5e rang; la France demeure en 6e place avec des exportations de 580 milliards de \$É. U., suivie de la Corée du Sud, qui a conservé le 7e rang, acquis en 2010, avec des exportations de 560 milliards de \$É. U. Le Royaume-Uni a gagné trois échelons au classement des exportations, passant du 11e au 8e rang avec des exportations évaluées à 541 milliards de \$É. U.; Hong Kong est monté d'un cran pour s'installer au 9e rang, ses exportations atteignant 536 milliards de \$É. U., tandis que la Russie se classait 10e, alors qu'elle venait en 8e place en 2012, avec des exportations de 523 milliards de \$É. U. Le Canada a glissé du 12e au 13e rang, exportant pour une valeur de 458 milliards de \$É. U., soit 2,4 p. 100 du total mondial.

Du côté des importations, les États Unis demeurent en tête, avec des importations de 2,3 billions de \$É. U., soit 12,4 p. 100 du total mondial, suivis de la Chine dont les importations ont atteint 2,0 billions de \$É. U. L'Allemagne arrive loin derrière au 3e rang, avec des importations de 1,2 billions de \$É. U., suivie du Japon. La France a devancé le Royaume-Uni au 5e rang en 2013, tandis que Hong Kong changeait de place avec les Pays-Bas pour prendre le 7e rang. La Corée du Sud a conservé le 9e rang, avec des importations évaluées à 516 milliards de \$É. U. L'Italie a avancé au 10e rang, important pour une valeur de 477 milliards de \$É. U., et le Canada venait tout juste derrière, en 11e place, avec des importations de 474 milliards de \$É. U. Ces deux pays détenaient chacun une part de 2,5 p. 100 du marché mondial des importations en 2013. L'Inde est sortie hors du groupe des 10 premiers pays importateurs, glissant du 10e rang en 2012 au 12e rang en 2013.

TABLEAU 2-7

Principaux exportateurs et importateurs, commerce mondial des marchandises, 2013, (G\$É. U. et %)

2013 Rang	2012 Rang	Exportateurs	2013 G\$É. U. Valeur	2013 % Part
1	1	Chine	2 210	11,8
2	2	États-Unis	1 579	8,4
3	3	Allemagne	1 453	7,7
4	4	Japon	715	3,8
5	5	Pays-Bas	664	3,5
6	6	France	580	3,1
7	7	Corée du Sud	560	3,0
8	11	Royaume-Uni	541	2,9
9	10	Hong Kong	536	2,9
10	8	Russie	523	2,8
13	12	Canada	458	2,4

2013 Rang	2012 Rang	Importateurs	2013 G\$É. U. Valeur	2013 % Part
1	1	États-Unis	2 331	12,4
2	2	Chine	1 950	10,3
3	3	Allemagne	1 187	6,3
4	4	Japon	833	4,4
5	6	France	681	3,6
6	5	Royaume-Uni	654	3,5
7	8	Hong Kong	622	3,3
8	7	Pays-Bas	590	3,1
9	9	Corée du Sud	516	2,7
10	11	Italie	477	2,5
11	12	Canada	474	2,5

Source : Secrétariat de l'OMC

Classement du commerce mondial des services selon la valeur

En 2013, les États Unis occupaient le premier rang du commerce des services dans le monde, tant pour les exportations que pour les importations, bien que plus particulièrement dominant du côté des exportations. Les exportations de services des États-Unis ont atteint 662 milliards de \$É. U en 2013 (14,3 p. 100 du total mondial). Le Royaume Uni est demeuré au second rang des exportations de services, ravi à l'Allemagne en 2011, mais par une faible marge, avec des exportations de services évaluées à 290 milliards de \$É.-U., soit 6,3 p. 100 du total mondial. L'Allemagne, vient au 3^e rang, affichant des exportations de 287 milliards de \$É. U. La France est passée au 4^e rang, avec des exportations de services de 233 milliards de \$É. U. (une part de 5,0 p. 100), devançant la Chine, qui a glissé au 5^e rang, avec des exportations de 207 milliards de \$É. U. (soit 4,5 p. 100). L'Inde est demeurée en 6^e place, suivie d'une quasi-égalité aux 7^e, 8^e et 9^e rangs, gagnée de justesse par l'Espagne (144 milliards de \$É. U. d'exportations de services) sur le Japon et les Pays Bas. Hong Kong complétait le classement

des dix principaux exportateurs de services à 135 milliards de \$É. U.; le Canada a reculé de la 17^e à la 18^e place, avec des exportations de services de 78 milliards de \$É. U., soit une part de 1,7 p. 100 du marché mondial.

Du côté des importations de services, les États Unis occupaient aussi le 1^{er} rang, à 427 milliards de \$É. U., soit 9,8 p. 100 des importations mondiales. La Chine a devancé l'Allemagne pour occuper le 2^e rang, avec des importations de 329 milliards de \$É. U.; l'Allemagne vient en 3^e place, à 315 milliards de \$É. U. La France a gravi deux échelons pour s'installer au 4^e rang, avec des importations de services évaluées à 188 milliards de \$É. U.; le Royaume-Uni a glissé en 5^e place, à 173 milliards de \$É. U., tandis que le Japon occupait le 6^e rang, à 161 milliards de \$É. U. L'Inde est demeurée au 7^e rang, avec des importations de services de 127 milliards de \$É. U., tandis que la Russie a bondi du 14^e au 8^e rang, avec des importations de services atteignant 123 milliards de \$É. U. Singapour et les Pays-Bas ferment la marche des dix plus grands importateurs de services, avec des importations de 122 et de 121 milliards de \$É. U., respectivement. Le Canada a reculé de trois crans au classement, passant du 11^e au 14^e rang, avec des importations de services de 105 milliards de \$É. U., ce qui représente 2,4 p. 100 du total mondial.

TABLEAU 2-8
Principaux exportateurs et importateurs,
commerce mondial des services, 2013,
(G\$É. U. et %)

2013 Rang	2012 Rang	Exportateurs	2013 G\$É. U. Valeur	2013 % Part
1	1	États-Unis	662	14,3
2	2	Royaume-Uni	290	6,3
3	3	Allemagne	287	6,2
4	5	France	233	5,0
5	4	Chine	207	4,5
6	6	Inde	153	3,3
7	8	Espagne	144	3,1
8	7	Japon	144	3,1
9	10	Pays-Bas	142	3,1
10	11	Hong Kong	135	2,9
18	17	Canada	78	1,7

2013 Rang	2012 Rang	Importateurs	2013 G\$É. U. Valeur	2013 % Part
1	1	États-Unis	427	9,8
2	3	Chine	329	7,6
3	2	Allemagne	315	7,2
4	6	France	188	4,3
5	4	Royaume-Uni	173	4,0
6	5	Japon	161	3,7
7	7	Inde	127	2,9
8	14	Russie	123	2,8
9	8	Singapour	122	2,8
10	9	Pays-Bas	121	2,8
14	11	Canada	105	2,4

Source : Secrétariat de l'OMC

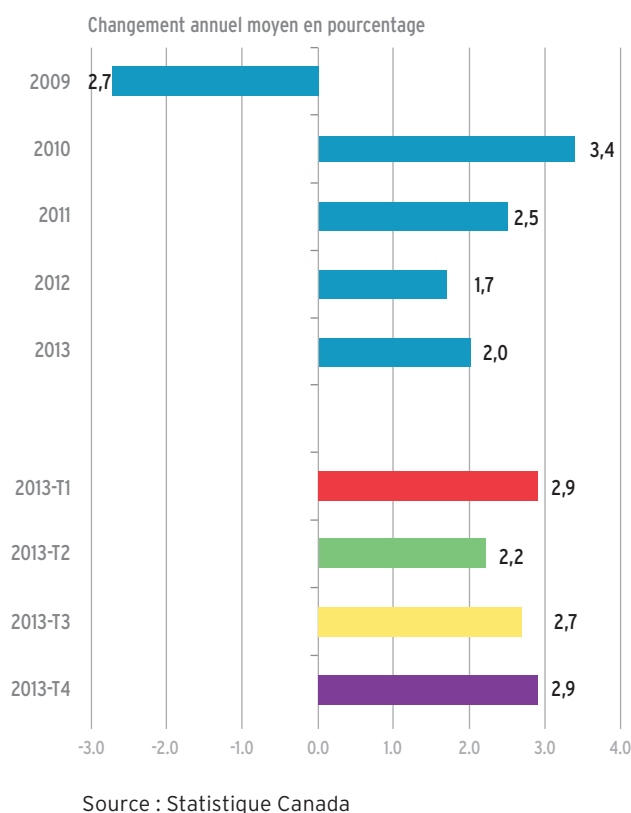
| CHAPITRE 3 | La performance économique du Canada

La performance économique du Canada

Tel que mentionné précédemment, la croissance dans les économies développées a pris de la vigueur durant la seconde moitié de l'année, tandis que les défis auxquels font face les marchés émergents se sont intensifiés. De façon générale, le cheminement de l'économie canadienne a suivi la tendance esquissée plus tôt pour les économies développées. Le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 2,0 p. 100 en 2013, après avoir gagné 1,7 p. 100 en 2012, avec une performance légèrement meilleure dans la seconde moitié de l'année qu'au cours de la première moitié (figure 3.1).

Encore une fois, les dépenses des consommateurs ont été le principal moteur de la croissance, avec en tête une reprise notable des dépenses en biens, tandis que l'accumulation des stocks et les exportations nettes contribuaient aussi à cette avancée. Pour les exportations nettes, il s'agit de la première contribution positive à la croissance en plus d'une décennie. La dépréciation du dollar canadien – qui a débuté l'année au-dessus de la parité pour descendre à environ 94 ¢É.-U. en fin d'année – a vraisemblablement contribué à stimuler les exportations et à ralentir les importations. Cependant, l'investissement des entreprises a décéléré pour la troisième année consécutive : il y a eu contraction de l'investissement des entreprises dans les structures résidentielles, tandis que l'investissement en usines et en matériel a ralenti de façon spectaculaire. La production a augmenté dans tous les grands secteurs industriels, sauf la fabrication et la pêche. La production de biens a connu une expansion de 1,7 p. 100, tandis que la production de services progressait de 2,1 p. 100. L'emploi a crû de 1,3 p. 100 l'an dernier, ce qui est légèrement supérieur à la hausse de 1,2 p. 100 enregistrée en 2012, et le taux de chômage a reculé de 0,1 point de pourcentage, à 7,1 p. 100. Au niveau sectoriel, l'emploi dans les industries productrices de biens a augmenté de 0,3 p. 100, les gains ayant été tempérés par des replis de 2,9 p. 100 dans la fabrication et de 0,5 p. 100 dans la foresterie et la pêche. Par ailleurs, les gains d'emploi ont été généralisés dans les industries productrices de services, en dépit d'un recul de 1,1 p. 100 du secteur de l'administration publique. Les hausses de prix sont demeurées positives en 2013 mais, à 0,9 p. 100, elles sont bien en-deçà du niveau cible de 2 p. 100 fixé par la Banque du Canada.

Figure 3-1
Croissance du PIB réel canadien, 2009-2013



Le produit intérieur brut

Après deux années de ralentissement de la croissance, le PIB réel a repris du tonus en 2013 pour atteindre un taux de 2,0 p. 100. La production a progressé dans tous les grands secteurs industriels, sauf la fabrication. L'accumulation des stocks et la contribution positive des exportations nettes ont stimulé la croissance.

TABEAU 3-1
Produit intérieur brut réel (PIB) et mesures connexes

	Part en dollars courants (%)	Croissance par rapport à l'année précédente (%)		Contribution au changement en pourcent. du PIB réel (point de pourcentage)	
	2013	2012	2013	2012	2013
Produit intérieur brut	100,0	1,7	2,0	1,71	2,01
Dépenses des ménages	54,3	1,9	2,2	1,05	1,21
Biens	24,1	1,5	2,3	0,37	0,56
Biens durables	6,7	2,6	3,3	0,17	0,22
Biens semi-durables	3,8	2,1	2,5	0,08	0,10
Biens non durables	13,6	0,7	1,8	0,11	0,24
Services	30,2	2,2	2,2	0,68	0,66
Investissement des entreprises	19,5	5,3	0,4	1,02	0,08
Résidentiel	6,8	6,1	-0,2	0,41	-0,02
Non résidentiel	10,7	6,2	1,4	0,64	0,15
Structures	6,6	6,9	2,1	0,43	0,14
Machines et matériel	4,1	5,2	0,2	0,22	0,01
Produits de propriété intellectuelle	2,0	-1,5	-2,6	-0,03	-0,06
Investissement dans les stocks	0,6	-	-	-0,05	0,34
Non agricoles	0,4	-	-	0,02	-0,05
Agricultures	0,2	-	-	-0,07	0,39
Exportations nettes de biens et de services	-1,7	-	-	-0,58	0,28
Exportations	30,1	1,5	2,1	0,43	0,63
Biens	25,5	2,1	2,2	0,52	0,55
Services	4,6	-1,9	1,8	-0,09	0,09
Moins les importations	31,8	3,1	1,1	1,01	0,35
Biens	25,9	3,3	1,7	0,87	0,44
Services	5,9	2,3	-1,5	0,14	-0,09
Dépenses et investis. brut des gouvernements	4,1	0,5	-1,5	0,02	-0,06
Dépenses et investis. brut des org. sans but lucratif servant les ménages	0,1	-14,5	-3,0	-0,02	-0,00

Les dépenses des ménages ont augmenté de 2,2 p. 100, sous l'effet d'une hausse des dépenses pour des biens durables, des biens semi-durables et des services. Des gains importants ont été enregistrés dans le secteur des assurances et des services financiers (4,4 p. 100), et celui du logement et des services publics (3,3 p. 100). L'augmentation des dépenses des consommateurs a fait une contribution de plus de 1,2 point de pourcentage à la croissance globale en 2013.

L'investissement des entreprises a ralenti pour la troisième année consécutive, avançant de seulement 0,4 p. 100. L'investissement des entreprises dans les structures résidentielles a baissé de 0,2 p. 100, alors que la construction de maisons reculait de 2,6 p. 100. Les dépenses moins élevées en machines et en matériel industriels (recul de 2,1 p. 100) et en ordinateurs (baisse de 1,1 p. 100) ont freiné l'investissement total en machines et en matériel à un gain de seulement 0,2 p. 100 en 2013. Dans l'ensemble, l'investissement des entreprises a contribué très peu à la croissance en 2013.

Une accumulation des stocks agricoles (principalement des céréales) de 4,4 milliards de dollars a été en partie compensée par une baisse de 2,3 milliards de dollars des stocks non agricoles (notamment dans le secteur de la fabrication), avec pour résultat que l'accumulation globale des stocks a fait une contribution de plus de 0,3 point de pourcentage à la croissance l'an passé.

Les exportations nettes, soit la différence entre les exportations et les importations ont fait une contribution de 0,3 point de pourcentage à la croissance en 2013. Il s'agit de la première contribution positive des exportations nettes à la

croissance depuis 2001. L'expansion des exportations réelles a augmenté à 2,1 p. 100, entraînée par les biens, tandis que la croissance des importations réelles a ralenti à 1,1 p. 100 par suite d'une contraction des importations de services l'année dernière.

Le produit intérieur brut par activité industrielle

Le PIB réel a augmenté de 2,0 p. 100 en 2013, comparativement à un gain de 1,8 p. 100 l'année précédente. Tant les industries productrices de services (hausse de 2,1 p. 100) que les industries productrices de biens (gain de 1,7 p. 100) ont contribué à cette avancée.

Les gains importants en agriculture, dans l'extraction minière, pétrolière et gazière et dans les services publics ont été en partie annulés par des replis dans la fabrication et la pêche dans le solde des gains des industries productrices de biens.

Dans le secteur de la fabrication, les pertes étaient généralisées, alors que la production des biens tant durables (baisse de 2,3 p. 100) que non durables (recul de 0,6 p. 100) s'est contractée en 2013.

Seuls les produits chimiques ont affiché une solide progression parmi les biens manufacturés non durables, avec un gain de 1,9 p. 100. Les boissons et le tabac et l'imprimerie ont aussi enregistré des hausses marginales, alors que tous les autres secteurs se sont contractés.

L'industrie du bois et la fabrication d'articles divers ont inscrit de robustes gains, mais de nombreux autres biens durables ont accusé des baisses de production en 2013, notamment les ordinateurs et les produits électroniques, ainsi que les minéraux non métalliques.

Des gains ont été rapportés dans toutes les grandes industries de services, avec en tête les finances et les assurances, les arts et le divertissement, ainsi que l'hébergement et la restauration.

TABEAU 3-2
Changement en pourcentage du PIB
réel par secteur industriel

	2011	2012	2013
Ensemble des industries	2,7	1,8	2,0
Industries productrices de biens	3,7	1,9	1,7
Agriculture	2,9	1,4	14,2
Foresterie et exploitation forestière	6,5	-1,7	3,7
Pêche et chasse	-6,4	6,3	-2,3
Extraction pétrolière et gazière	3,7	3,9	4,9
Mines et carrières	3,5	-3,6	7,7
Services publics	2,4	0,4	4,0
Construction	3,2	5,2	0,7
Fabrication	3,4	1,4	-1,6
Fabrication de biens non durables	0,3	-1,0	-0,6
Aliments	0,1	-0,5	-1,2
Boissons et tabac	2,6	1,2	0,4
Textiles	4,6	-2,3	-8,9
Vêtements et cuir	4,1	-5,6	-8,4
Pâtes et papiers	-0,0	-5,2	-2,0
Imprimerie	-1,1	0,8	0,2
Pétrole	-3,5	2,3	-1,6
Produits chimiques	-2,6	-2,5	1,9
Plastiques et caoutchouc	8,3	0,1	-0,1
Fabrication de biens durables	5,9	3,2	-2,3
Bois	2,1	6,1	7,3
Minéraux non métalliques	3,2	-0,8	-9,1
Métaux	4,0	1,6	-0,6
Produits métalliques	7,8	4,8	-3,5
Machines	17,1	3,2	-2,8
Ordinateurs et produits électroniques	4,2	-13,1	-10,1
Matériel électrique, etc.	6,5	0,2	-0,7
Matériel de transport	4,8	10,9	-3,8
Meubles	-4,5	0,3	2,6
Fabrication diverse	3,9	-2,4	7,6
Industries productrices de services	2,3	1,8	2,1
Commerce de gros	5,3	1,7	1,3
Commerce de détail	1,9	1,7	2,8
Transport et entreposage	3,0	1,9	1,2
Information et culture	1,8	1,6	1,0
Finances et assurances	1,6	2,4	4,1
Immobilier	3,7	2,6	2,8
Services professionnels et techniques	2,9	2,2	1,5
Gestion de sociétés	2,9	-0,2	3,0
Services administratifs et de soutien	1,1	1,6	1,2
Éducation	0,8	1,5	2,5
Santé et aide sociale	1,9	1,8	1,8
Arts et divertissement	-1,2	-1,8	3,4
Hôtels et restaurants	0,5	3,6	3,4
Autres	1,8	1,4	2,6
Administration publique	1,5	0,1	0,1

L'emploi

L'emploi au Canada a augmenté de 223 500 emplois (1,3 p. 100) pour atteindre 17,7 millions en 2013. Cela est légèrement supérieur au chiffre de 201 500 emplois créés l'année précédente. En conséquence, le taux de chômage a légèrement fléchi, soit de 0,1 point de pourcentage,

à 7,1 p. 100. Depuis le creux du ralentissement mondial en juillet 2009, le Canada a ajouté 1 024 100 emplois à sa population de travailleurs jusqu'en décembre 2013.

La croissance de l'emploi a été plus lente dans le secteur des biens, freinée par des replis dans la foresterie et la pêche, de même que la fabrication. Simultanément, la construction a affiché le plus fort taux de croissance de tous les grands secteurs, soit 4,4 p. 100, en 2013. Quelque 21,9 p. 100 de tous les emplois se trouvaient dans les industries de production de biens, une diminution par rapport au niveau de 22,1 p. 100 observé un an plus tôt.

Plus des trois quarts des emplois se trouvent dans le secteur des services. Les gains d'emplois ont été assez largement répartis entre les services, bien que l'administration publique, l'information, la culture et les loisirs, et les services divers aient accusé des reculs. Dans l'ensemble, l'emploi dans les services a gagné 1,6 p. 100 en 2013.

L'Alberta, la Saskatchewan et l'Ontario ont réalisé des gains d'emplois supérieurs à la moyenne nationale, tandis que le Québec arrivait juste sous la moyenne. Le Nunavut et le Yukon ont aussi affiché de solides gains d'emplois. Par contre, les Territoires du Nord-Ouest, la Nouvelle-Écosse, la Colombie-Britannique et le Nouveau-Brunswick ont subi des pertes d'emplois en 2013.

TABLEAU 3-3
Emploi et mesures connexes

Nombre d'employés	2013 (milliers)	Part (%)	Croissance (%)
Total, ensemble des industries	17 731,2	100	1,3
Taux de chômage au Canada	7,1	-	-0,1
Taux de participation du Canada	66,5	-	-0,2
Emploi industriel			
Secteur de la fabrication des biens	3 883,4	21,9	0,3
Agriculture	314,6	1,8	1,7
Forêt et pêche	66,7	0,4	-5,0
Extraction minière, pétrolière et gazière	300,7	1,7	0,6
Services publics	143,5	0,8	2,0
Construction	1 323,7	7,5	4,4
Fabrication	1 734,2	9,8	-2,9
Secteur de la production des services	13 847,7	78,1	1,6
Commerce	2 705,2	15,3	2,3
Transport/entrepôt	863,2	4,9	1,6
Finances/assurances/immobilier	1 122,3	6,3	2,7
Serv. professionnels/tech.	1 347,7	7,6	3,7
Serv. et soutien aux entreprises	713,9	4,0	3,4
Services éducatifs	1 289,0	7,3	0,1
Soins de santé/aide sociale	2 176,5	12,3	2,3
Information, culture et loisirs	782,8	4,4	-1,0
Hébergement et alimentation	1 131,8	6,4	2,7
Autres	769,5	4,3	-3,2
Administration publique	945,8	5,3	-1,1
Emploi provincial			
Alberta	2 211,0	12,5	2,9
Colombie-Britannique	2 308,1	13,0	-0,2
Manitoba	633,2	3,6	0,5
Nouveau Brunswick	351,2	2,0	-0,1
Terre-Neuve-et-Labrador	232,8	1,3	1,0
Territoires du Nord-Ouest	22,5	0,1	-0,9
Nouvelle-Écosse	453,8	2,6	-0,4
Nunavut	12,5	0,1	5,9
Ontario	6 879,4	38,8	1,4
Île-du-Prince-Édouard	74,1	0,4	1,8
Québec	4 032,2	22,7	1,2
Saskatchewan	555,3	3,1	3,4
Yukon	19,3	0,1	2,1

L'inflation

Le taux annuel d'inflation au Canada a ralenti pour la deuxième année consécutive, à 0,9 p. 100. A ce niveau, l'inflation est moins de la moitié du taux cible de 2 p. 100 de la Banque du Canada.

L'inflation tendancielle, qui exclut huit des composantes les plus instables¹ et l'effet des changements dans les impôts indirects sur les autres composantes, a glissé à 1,3 p. 100, après cinq années où le taux s'est maintenu entre 1,6 et 1,8 p. 100.

La moitié des grandes composantes ont montré des variations de prix inférieures au taux d'inflation moyen. Les soins de santé et les soins personnels sont la seule grande catégorie où les prix ont diminué, tandis que les vêtements et les chaussures, les loisirs, l'éducation et la lecture, ainsi que les transports ont enregistré des hausses de prix inférieures au taux d'inflation. En revanche, les variations de prix liées au fonctionnement des ménages, à l'ameublement et à l'équipement, au logement, et à l'alcool et aux produits du tabac ont été supérieures au taux d'inflation moyen.

Étant donné la capacité de production excédentaire dans l'économie, les prix des biens ont augmenté à un rythme plus lent que les prix des services.

À l'échelle régionale, le Manitoba est la province qui a enregistré le taux d'inflation le plus élevé, soit 2,2 p. 100, tandis que la Colombie-Britannique a connu une légère baisse des prix dans l'ensemble, soit de 0,1 p. 100. Les deux provinces du Centre – le Québec et l'Ontario – ont affiché des taux d'inflation près de la moyenne nationale, soit 0,7 p. 100 et 1,0 p. 100, respectivement.

TABLEAU 3-4
Changements en pourcentage des
prix à la consommation

	2011	2012	2013
Indice d'ensemble des prix à la consommation	2,9	1,5	0,9
Aliments	3,7	2,4	1,2
Logement	1,9	1,2	1,3
Fonctionnement des ménages	1,9	1,9	1,2
Vêtements et chaussures	0,3	0,1	0,1
Transport	6,4	2,0	0,7
Soins de santé et soins personnels	1,7	1,4	-0,3
Loisirs, éducation et lecture	1,3	0,6	0,3
Boissons alcoolisées et tabac	1,9	1,5	2,0
Indice de référence des prix à la consommation	1,6	1,7	1,3
Biens durables	-1,1	-0,6	-0,2
Biens semi-durables	0,2	-0,1	0,2
Biens non durables	6,1	1,8	0,9
Services	2,4	2,1	1,3
IPC provincial			
Terre-Neuve-et-Labrador	3,4	2,1	1,7
Île-du-Prince-Édouard	2,9	2,0	2,0
Nouvelle-Écosse	3,8	2,0	1,2
Nouveau-Brunswick	3,5	1,7	0,8
Québec	3,0	2,1	0,7
Ontario	3,1	1,4	1,0
Manitoba	3,0	1,6	2,2
Saskatchewan	2,8	1,6	1,5
Alberta	2,4	1,1	1,4
Colombie-Britannique	2,4	1,1	-0,1
Yukon [Whitehorse]	3,0	2,3	1,7
Territoires du Nord-Ouest [Yellowknife]	3,1	2,2	1,5
Nunavut [Iqaluit]	1,4	1,7	1,1

¹ Ces huit composantes sont les fruits, les légumes, l'essence, le mazout, le gaz naturel, les frais d'intérêt sur les prêts hypothécaires, le transport interurbain et les produits du tabac.

Le dollar canadien

Le dollar canadien a continué à se déprécier par rapport au dollar américain en 2013. Après avoir cédé 1,1 p. 100 contre le dollar américain en 2012, le dollar canadien a perdu encore 2,9 p. 100 de sa valeur en 2013 par rapport au billet vert. En comparaison des autres grandes monnaies, la valeur annuelle moyenne du dollar canadien a augmenté sensiblement par rapport au yen japonais (18,6 p. 100), mais elle a reculé de 6,1 p. 100 sur l'euro et de 1,7 p. 100 sur la livre sterling britannique.

Le dollar canadien a débuté l'année au-dessus de la parité avec le dollar américain, mais il a suivi une tendance à la baisse entre janvier et mars. En avril, le taux de change s'est rétabli quelque peu, pour ensuite repartir à la baisse au cours des mois suivants. Le taux de change s'est redressé légèrement durant l'été, mais il a tout aussi rapidement cédé les gains acquis. En septembre, il y eu un rebond du dollar canadien, après quoi il a suivi une tendance à la baisse jusqu'en fin d'année. Le dollar a atteint son niveau le plus bas de l'année à 93,48 ¢\$.-U le 27 décembre 2013, et il a terminé l'année à un peu plus de 94 ¢\$.-U, le 31 décembre.

Figure 3-2

Taux de change quotidien \$CAN-\$É. U. (2013)



| CHAPITRE 4 | Les transactions internationales du Canada

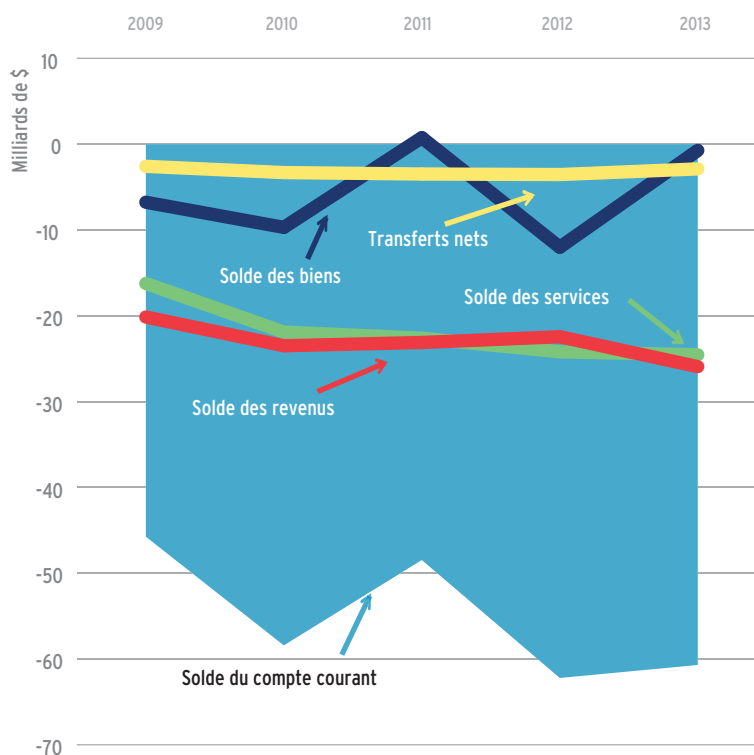
Les transactions internationales du Canada

La balance des paiements est la mesure la plus étendue des transactions entre le Canada et le reste du monde. Elle enregistre les paiements et les rentrées des Canadiens dans leurs transactions avec les résidents d'autres pays. Si toutes les transactions sont incluses, les paiements et les rentrées de chaque pays devraient s'annuler. Alors que les totaux des paiements et des rentrées sont inévitablement égaux, il y a des inégalités – des excédents de paiements ou de rentrées, appelés déficits ou surplus, dans certains types particuliers de transactions. Ainsi, il peut y avoir un déficit ou un excédent à l'un ou l'autre des postes suivants : le commerce des biens, le commerce des services, les revenus provenant de placements étrangers, les transferts unilatéraux (aide étrangère), l'investissement privé, les flux d'avoirs financiers entre les banques centrales et les Trésors, ou toute combinaison de ces opérations ou d'autres transactions internationales.

Le déficit du compte courant du Canada – qui est une mesure nette des flux de biens, de services, de revenus et de transferts – a reculé à 60,7 milliards de dollars en 2013, alors qu'il était de 62,2 milliards de dollars l'année précédente. En pourcentage du PIB, le déficit a diminué à 3,2 p. 100 l'an dernier, contre 3,4 p. 100 en 2012. La baisse du déficit du compte courant a été inférieure à celle du déficit des échanges de biens, qui a été en partie annulée par une hausse du déficit des revenus de placements.

Dans le compte financier, les entrées nettes au Canada ont chuté à 58,3 milliards de dollars en 2013, de 63,8 milliards de dollars qu'elles étaient en 2012. Les flux financiers nets correspondent au solde net des transactions portant sur l'acquisition et la disposition d'avoirs canadiens à l'étranger et l'acquisition et la disposition d'avoirs détenus par des étrangers au Canada. En comparaison de 2012, les investisseurs canadiens ont réduit leurs acquisitions nettes d'avoirs étrangers de près de 55,0 milliards de dollars, à 65,9 milliards de dollars, en 2013, tandis que les investisseurs étrangers ont réduit leurs acquisitions nettes d'avoirs canadiens de plus de 60,4 milliards de dollars, à 124,2 milliards de dollars.

Figure 4-1
Solde et composantes du compte courant du Canada, 2009-2013



La balance des paiements

Malgré le fait que le déficit du compte courant du Canada ait diminué de 1,5 milliard de dollars, à 60,7 milliards de dollars en 2013, il est demeuré déficitaire pour la cinquième année consécutive. L'essentiel du changement provient d'une baisse de 4,7 milliards de dollars du déficit du commerce des biens, qui a été partiellement annulée par une hausse de 3,4 milliards de dollars du déficit des revenus d'investissement.

Les investisseurs directs canadiens ont investi 43,9 milliards de dollars à l'étranger en 2013, tandis que les investisseurs directs étrangers ont injecté 64,2 milliards de dollars dans l'économie canadienne. C'est le niveau annuel d'entrées de capitaux le plus élevé depuis 2008 et, pour la première fois en six ans, les flux entrant ont dépassé les flux sortant. Les investisseurs étrangers ont réduit leurs avoirs en instruments du marché monétaire canadien, modéré leurs achats d'obligations canadiennes et augmenté leurs placements en actions canadiennes. Simultanément, les investisseurs canadiens ont réorienté leurs placements de portefeuille en 2013, préférant les obligations et les instruments du marché monétaire aux actions. Le portefeuille d'investissement canadien demeure toutefois fortement pondéré en faveur des actions. Les investisseurs étrangers ont également accru leurs avoirs sous forme de prêts, de devises et de dépôts, tandis que les investisseurs canadiens se départissaient de ces catégories d'avoirs.

L'écart statistique, ou le montant qui permet d'équilibrer le solde net des emprunts et le solde net des prêts du pays entre les comptes courant et de capital et le compte financier, atteignait 2,4 milliards de dollars.

TABLERAU 4-1
Balance des paiements, soldes (millions \$)

	2012	2013
Solde du compte courant	-62 215	-60 698
Biens et services	-36 221	-31 879
Biens	-12 016	-7 331
Services	-24 205	-24 547
Revenu principal	-22 448	-25 930
Rémunération des employés	-2 037	-2 145
Revenu d'investissement	-20 411	-23 785
Investissement direct	260	-1 577
Investissement de portefeuille	-19 172	-19 740
Autres investissements	-1 500	-2 468
Revenu secondaire	-3 546	-2 889
Solde du compte de capital	-139	-53
Solde net des emprunts, du compte courant et du compte de capital	-62 354	-60 751
Compte financier		
Solde net des prêts, du compte financier	-63 807	-58 328
Acquisition nette d'avoirs financiers	120 839	65 875
IDCE	55 401	43 907
Investissement de portefeuille du Canada	35 141	27 188
Titres de créances étrangers	11 933	23 028
Instruments du marché monétaire	-1 615	1 586
Obligations	13 548	21 442
Parts de fonds d'actions et de placement	23 208	4 159
Réserves internationales officielles	1 697	4 868
Autres investissements canadiens	28 600	-10 089
Prêts	23 856	-1 007
Devises et dépôts	-402	-62
Autres avoirs	5 146	-9 019
Accroissement net du passif financier	184 646	124 203
IED au Canada	42 990	64 182
Investissement de portefeuille étranger	83 205	42 789
Titres de créances	82 237	23 903
Instruments du marché monétaire	13 255	-2 521
Obligations	68 982	26 423
Parts de fonds d'actions et de placement	968	18 886
Autres investissements étrangers	58 452	17 232
Prêts	5 731	4 922
Devises et dépôts	52 279	12 880
Autres avoirs	442	-570
Écart	-1 453	2 423

Les exportations de biens

Les exportations de biens ont augmenté de 16,4 milliards de dollars (3,6 p. 100) en 2013, pour atteindre près de 479,0 milliards de dollars. Il s'agit de la quatrième hausse annuelle consécutive. Tant les volumes que les prix ont contribué à l'augmentation globale. Néanmoins, les exportations de biens demeurent à 1,7 p. 100 sous le sommet établi en 2008, juste avant la récession économique mondiale.

Les exportations d'énergie ont gagné 7,2 p. 100, surtout à cause de prix plus élevés, et comptent pour près de la moitié de la hausse globale des exportations de biens. Les gains à l'exportation ont été importants dans le secteur du pétrole brut et du gaz naturel. Cependant, les exportations de pétrole raffiné et de produits énergétiques divers ont reculé.

Le ralentissement de l'économie mondiale a affaibli la demande pour les principaux produits de base, dont plusieurs métaux et leurs produits en aval. En conséquence, les prix des minerais et des produits métalliques ont fléchi, entraînant une baisse des valeurs exportées de ces produits.

Une reprise du secteur de l'habitation aux États-Unis a vraisemblablement contribué à une avancée des exportations de produits forestiers de 3,2 milliards de dollars (10,4 p. 100), les matériaux de construction et les produits d'emballage représentant plus des trois quarts de cette hausse.

Après avoir augmenté pendant trois années consécutives, les exportations de véhicules automobiles ont fléchi de 0,4 p. 100 en 2013, alors que la baisse des volumes a surpassé les hausses de prix. La diminution traduit principalement un recul des exportations de voitures et de camions légers.

Les exportations de biens de consommation ont progressé de 3,7 milliards de dollars (7,6 p. 100) avec, en tête, les aliments et boissons, les appareils ménagers et les produits de nettoyage, de même que les produits pharmaceutiques.

Au niveau régional, les exportations vers les États-Unis venaient en tête des gains enregistrés dans les exportations de biens, tandis que l'UE a été le seul grand partenaire commercial vers lequel les exportations du Canada ont diminué l'an dernier.

TABLEAU 4-2
Exportations de biens, 2013

	Valeur des exportations (milliards \$)	Croissance en valeur (%)	Variation des volumes (%)	Variation des prix (%)
Exportations totales de biens	478 975	3,6	2,2	1,4
Agroalimentaire et poisson	27 902	2,5	2,0	0,4
Énergie	112 659	7,2	0,9	6,2
Minerais et minéraux métalliques	17 921	-3,2	2,8	-5,9
Produits métalliques et minéraux	53 956	-0,8	6,8	-7,1
Produits chimiques, plastiques et caoutchouc	34 899	5,8	9,0	-2,9
Foresterie	33 791	10,4	4,3	5,8
Machines et matériel industriels	26 910	0,3	-1,1	1,4
Matériel électrique et électronique	22 608	-1,3	-3,8	2,5
Véhicules à moteur	68 191	-0,4	-3,4	3,1
Autres matériels de transport	17 350	0,1	-2,4	2,6
Biens de consommation	52 224	7,6	6,2	1,3
Par région				
É.-U.	358 044	5,8		
UE	35 086	-14,4		
Japon	11 000	1,6		
RdM	74 845	3,5		

Les importations de biens

Comme dans le cas des exportations, les importations de biens ont augmenté au cours des quatre dernières années et se situent aujourd'hui à 9,6 p. 100 au-dessus de leur sommet d'avant la récession. Au total, les importations de biens ont augmenté de 2,5 p. 100, soit 11,8 milliards de dollars, pour atteindre 486,3 milliards de dollars en 2013. Les gains ont été largement répandus, alors que 9 des 11 grandes catégories ont affiché des hausses.

TABEAU 4-3
Importations de biens, 2013

	Valeur des importations (milliards \$)	Croissance en valeur (%)	Variation des volumes (%)	Variation des prix (%)
Importations totales de biens	486 308	2,5	1,7	0,8
Agroalimentaire et poisson	13 146	6,8	1,3	5,4
Énergie	43 821	-4,3	-4,4	0,2
Minerais et minéraux métalliques	11 532	14,9	25,6	-8,5
Produits métalliques et minéraux	40 037	-7,9	-4,5	-3,6
Produits chimiques, plastiques et caoutchouc	40 756	7,0	7,2	-0,2
Foresterie	21 021	2,7	-2,3	5,1
Machines et matériel industriels	45 349	0,3	-2,7	3,1
Matériel électrique et électronique	56 499	1,8	5,5	-3,5
Véhicules à moteur	84 956	2,6	2,4	0,2
Autres matériels de transport	14 892	17,0	13,1	3,5
Biens de consommation	97 740	5,1	1,3	3,8
Par région				
É.-U.	313 247	5,7		
UE	45 045	1,0		
Japon	9 558	-11,4		
RdM	118 455	-3,4		

Un printemps 2013 exceptionnellement chaud a réduit les besoins en chauffage et contribué à abaisser les importations de pétrole brut, ce qui a contribué à faire tomber les importations d'énergie sous leurs niveaux de 2012.

Les importations de minéraux métalliques et non métalliques ont régressé en raison de la faiblesse de la demande mondiale pour ces produits de base. Tant les volumes que les prix étaient en baisse l'an passé. L'essentiel du recul a porté sur les produits métalliques intermédiaires, bien que les importations de déchets et de rebuts aient aussi diminué légèrement.

Les importations de véhicules automobiles et de pièces ont augmenté de 2,6 p. 100 l'année dernière. Les importations de camions et d'autobus ont reculé de 1,1 p. 100, tandis que les importations de voitures et de camions légers progressaient de 6,5 p. 100.

Les avions (16,2 p. 100) et les autres matériels de transport (19,1 p. 100), ont contribué à part égale à la hausse globale de 17,0 p. 100 des importations de matériels de transport autres que l'automobile.

Les importations de biens de consommation ont progressé deux fois plus rapidement que l'ensemble des importations, enregistrant une augmentation de 5,1 p. 100 en 2013. Les gains ont été notables du côté des vêtements et chaussures (7,5 p. 100), des aliments et boissons (6,6 p. 100), et des appareils et des produits de nettoyage (5,8 p. 100).

Pour l'essentiel, les importations accrues en 2013 provenaient des États-Unis et, dans une moindre mesure, de l'Union européenne, tandis que les importations en provenance du Japon et du reste du monde (RdM) ont fléchi l'an dernier.

Les exportations et les importations de services

Les exportations de services ont augmenté pour la quatrième année d'affilée, atteignant près de 85,8 milliards de dollars, une hausse de 3,2 p. 100, ou 2,7 milliards de dollars, par rapport à 2012.

Les exportations de services de voyage, c'est-à-dire l'achat de biens et services par les voyageurs étrangers au Canada, ont augmenté de 814 millions de dollars (4,7 p. 100) en 2013. L'essentiel de l'augmentation (plus de 90 p. 100) est imputable aux voyages personnels.

Les exportations de services de transport ont progressé de 376 millions de dollars (2,8 p. 100) pour atteindre 13,9 milliards de dollars en 2013. Tous les gains proviennent du transport aérien étant donné que les services de transport terrestre et maritime ont enregistré des replis, de 0,6 p. 100 et de 1,5 p. 100, respectivement.

Les exportations de services commerciaux ont gagné 1,7 milliard de dollars (3,2 p. 100), à 53,3 milliards de dollars, en 2013. La majorité du gain (1,4 milliard de dollars) provient des services professionnels et de conseils en gestion. La plupart des autres secteurs ont enregistré de fortes hausses, bien que les technologies de l'information et des communications (TIC) (baisse de 735 millions de dollars) et les services personnels, culturels et de loisir (recul de 352 millions de dollars) aient subi des pertes notables.

Les exportations de services vers le RdM ont soutenu l'expansion des exportations de services du Canada au cours des dernières années. En 2013, le RdM a représenté près des trois quarts de l'augmentation totale des exportations de services.

Les importations de services ont progressé à un rythme plus lent que les exportations (2,8 p. 100 contre 3,2 p. 100) en 2013, atteignant 111,3 milliards de dollars. Les États-Unis comptent pour la majorité du gain, ayant accaparé près de 70 p. 100 de l'augmentation totale de 3,0 milliards de dollars.

Les dépenses de voyage des Canadiens à l'étranger, c'est-à-dire les importations de services de voyage, étaient en hausse de 1,1 milliard de dollars (3,2 p. 100), à 36,2 milliards de dollars, en 2013. Près de 90 p. 100 de l'augmentation, soit plus de 1,0 milliard de dollars, provenait des voyages personnels.

Les importations de services commerciaux ont avancé de 1,6 milliard de dollars pour s'établir à 49,8 milliards de dollars l'an dernier. Plus de 95 p. 100 de l'augmentation est attribuable aux services professionnels et de conseils en gestion.

Les gains dans les importations de services en 2013 ont été dominés par les États-Unis et le Japon.

TABLEAU 4-4
Exportations et importations de services, 2013

	Valeur des exportations (milliards \$)	Croissance en valeur (%)	Variation des volumes (%)	Variation des prix (%)
Exportations de services	86 760	3,2	1,8	1,3
Voyages	18 201	4,7	1,5	3,2
Transport	13 885	2,8	-4,9	8,1
Serv. commerciaux	53 264	3,2	4,3	-1,0
Serv. publics	1 410	-11,5	-12,4	1,0
Par région				
É.-U.	45 970	0,8		
UE	14 490	1,5		
Japon	1 354	7,8		
RdM	24 947	8,7		
	Valeur des importations (milliards \$)	Croissance en valeur (%)	Variation des volumes (%)	Variation des prix (%)
Importations de services	111 309	2,8	-1,5	4,4
Voyages	36 161	3,2	-1,0	4,3
Transport	24 018	1,4	-1,3	2,7
Serv. commerciaux	49 811	3,2	-2,0	5,3
Serv. publics	1 319	0,2	-4,2	4,5
Par région				
É.-U.	64 067	3,4		
UE	17 601	1,6		
Japon	1 667	5,7		
RdM	27 973	2,1		

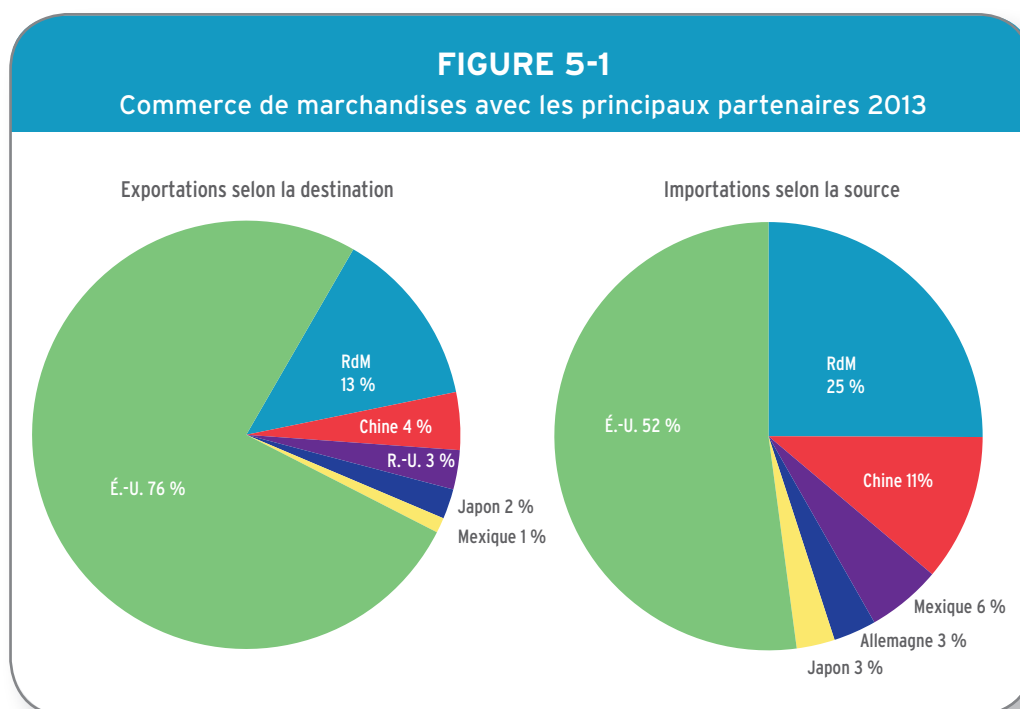
| CHAPITRE 5 | Points saillants de l'évolution du commerce des marchandises du Canada en 2013

Points saillants de l'évolution du commerce des marchandises du Canada en 2013

Les chapitres précédents ont traité de la situation économique dans le monde et de la façon dont l'économie canadienne a tiré son épingle du jeu dans ce contexte. Ils ont également présenté une vision globale des échanges internationaux du Canada et de leur contribution à la croissance économique au pays en 2013. Essentiellement, les exportations ont progressé plus rapidement que les importations ce qui, en termes réels, a permis aux exportations nettes de faire une contribution positive à la croissance économique et, en termes nominaux, d'aider à réduire le déficit du compte courant.

Le présent chapitre examine plus attentivement les points saillants du commerce des marchandises du Canada au cours de l'année 2013. L'utilisation des données douanières sur le commerce des marchandises – plutôt que des données de la balance des paiements employées dans le chapitre précédent¹ – permet une analyse plus détaillée des statistiques du commerce – par pays partenaire, par produit, par province d'origine et par mode de transport.

Les exportations totales de marchandises canadiennes ont augmenté de 17,7 milliards de dollars (3,9 p. 100) pour atteindre 472,5 milliards de dollars en 2013. Simultanément, les importations de marchandises au Canada ont progressé de 13,6 milliards de dollars (2,9 p. 100), à 475,6 milliards de dollars en 2013. Les exportations ont donc augmenté davantage que les importations, tout en demeurant inférieures à celles-ci, et le déficit commercial a reculé à 3,1 milliards de dollars. La reprise économique en cours aux États-Unis a contribué à hausser la demande de produits canadiens dans ce pays, et les exportations aux États-Unis ont augmenté de 19,1 milliards de dollars. Pour la quatrième année consécutive, les exportations canadiennes vers les États-Unis sont en hausse. Parmi les principales destinations étrangères,



¹ Les statistiques sur le commerce canadien se présentent essentiellement sous deux formes : les statistiques compilées sur une base douanière et celles compilées sur la base de la balance des paiements. Au chapitre 4, l'analyse du commerce avec les « principaux partenaires » repose sur les données du commerce de la balance des paiements. Les statistiques sur les échanges commerciaux désagrégées au niveau des produits de base et des pays sont produites uniquement sur une base douanière. Comme le chapitre 5 examine l'évolution du commerce à un niveau détaillé, les chiffres présentés reflètent les statistiques compilées sur une base douanière.

on note une diminution importante des exportations vers le Royaume-Uni. L'essentiel de la baisse porte sur l'or : il semble qu'il se soit produit une redistribution des exportations d'or, du Royaume-Uni vers d'autres destinations (comme les États-Unis, Hong Kong et la Suisse). Au niveau des produits, l'énergie et le bois ont enregistré des gains notables à l'exportation de 2012 à 2013. Dans les deux cas, les exportations accrues sont allées principalement aux États-Unis. Du côté des importations, celles en provenance des États-Unis ont progressé plus rapidement que les importations totales, ce qui signifie que la part des importations canadiennes provenant des États-Unis a avancé de 50,6 p. 100 en 2012, à 52,1 p. 100 en 2013. Plus de 70 p. 100 de l'augmentation de 13,6 milliards de dollars des importations totales provient de l'énergie et des produits de l'automobile.

Au niveau régional, la majeure partie des gains à l'exportation est allée à l'Alberta, à l'Ontario et au Québec, bien que la Nouvelle-Écosse et le Manitoba aient connu des taux de croissance dans les deux chiffres. Du côté des importations, l'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique ont accaparé plus de 82 p. 100 des importations totales et ont été à l'origine de 85 p. 100 de l'augmentation totale des importations de marchandises.

Le commerce par grand groupe de produits

Les exportations de marchandises

En 2013, les exportations de marchandises du Canada ont augmenté pour la quatrième année d'affilée, avec un gain de 17,7 milliards de dollars (3,9 p. 100) à 472,5 milliards de dollars.

Les principales exportations représentent un panier de produits finals et de ressources naturelles. Les dix principaux produits totalisaient, en valeur, près des deux tiers de toutes les exportations de marchandises (309,8 milliards de dollars) et plus des deux tiers de la hausse totale des exportations.

Les exportations de produits énergétiques ont été marquées par une augmentation de 9,7 milliards de dollars des expéditions aux États-Unis (principalement du pétrole brut et du gaz naturel), partiellement annulée par le repli observé dans le cas des Pays-Bas, de la Chine et du Japon.

Les exportations de produits de l'automobile ont été stationnaires en 2013 après trois années de croissance. Plus de 95 p. 100 des exportations de produits de l'automobile canadiens prennent la destination des États-Unis. Les exportations de pièces vers ce pays ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, tandis que les exportations de voitures fléchissaient d'un montant similaire. Les exportations de véhicules blindés ont aussi reculé, par suite de la baisse des exportations de ces produits aux États-Unis.

Les exportations de bois, avec en tête le bois d'œuvre, ont grimpé de 2,7 milliards de dollars pour atteindre 12,7 milliards de dollars en 2013. La reprise dans le secteur de l'habitation aux États-Unis a vraisemblablement stimulé la demande de produits du bois canadiens étant donné qu'environ les deux tiers du gain total provenaient de ce pays. Le reste est attribuable principalement à la Chine et au Japon.

Les ventes plus faibles de moteurs à pistons à combustion interne aux États-Unis expliquent la plus grande partie de la baisse des exportations de machines, alors que les gains et les pertes dans les autres catégories se sont essentiellement équilibrés.

TABLEAU 5-1
Principaux produits d'exportation du Canada, 2013*

	Valeur (milliards \$)	Variation en valeur (milliards \$)	Part (%)	Croissance (%)
Ensemble des produits	472,5	17,7	100	3,9
Énergie	123,9	7,7	26,2	6,6
Véhicules à moteur	61,1	-0,2	12,9	-0,3
Machines et pièces	32,1	-0,7	6,8	-2,1
Pierres et métaux précieux	24,1	1,0	5,1	4,2
Matériel électrique	14,5	-0,4	3,1	-3,0
Plastiques	13,0	0,9	2,7	7,5
Bois	12,7	2,7	2,7	27,1
Aéronefs et pièces	10,8	0,6	2,3	5,9
Papier et carton	8,9	0,4	1,9	4,6
Aluminium	8,8	0,2	1,9	2,4
10 principaux produits	309,8	12,2	65,6	4,1
Tous les autres produits	162,7	5,5	34,4	3,5

* Le chapitre 99 - Dispositions de classification spéciale, qui auraient dû occuper le sixième rang, est inclus dans Tous les autres produits.

Les importations de marchandises

Les importations canadiennes de marchandises ont progressé de 13,6 milliards de dollars (2,9 p. 100), pour s'établir à 475,6 milliards de dollars en 2013, soit 3,1 milliards de dollars de plus que les exportations de marchandises.

Comme pour les exportations, les 10 principaux produits en valeur ont compté pour environ les deux tiers des importations totales, soit 317,6 milliards de dollars, et représentent un panier de ressources naturelles et de produits finals.

Les États-Unis sont à l'origine de 94 p. 100 de l'augmentation de 3,1 milliards de dollars (4,4 p. 100) enregistrée dans les importations de produits de l'automobile, principalement des voitures, des camions et des pièces. La Chine, la Corée du Sud, la Belgique et le Mexique ont également affiché des gains notables, tandis que les importations en provenance du Japon ont reculé de 0,7 milliard de dollars en 2013.

Le Canada a réorienté ses importations d'énergie vers les États-Unis (hausse de 39,8 p. 100, à près de la moitié des importations totales d'énergie), au détriment du Kazakhstan, de l'Irak, de l'Azerbaïdjan et du Nigeria (qui ont enregistré des pertes variant entre 0,6 et 0,8 milliard de dollars) ainsi que de l'Algérie (baisse de 2,6 milliards de dollars).

Les importations de pierres et métaux précieux ont reculé de 1,1 milliard de dollars (7,2 p. 100) alors que les importations d'or en provenance du Pérou et de l'Argentine fléchissaient de 0,6 et 0,3 milliard de dollars, respectivement, et que les importations d'argent et de rebuts de métaux précieux des États Unis diminuaient également, de 0,2 et

0,6 milliard de dollars respectivement. En revanche, les importations d'or provenant de la République dominicaine ont progressé de 0,9 milliard de dollars.

Les aéronefs et pièces (hausse de 1,1 milliard de dollars, soit 19,0 p. 100) et les vêtements (gain de 0,8 milliard de dollars, soit 9,7 p. 100) venaient en tête de tous les autres produits importés.

TABLEAU 5-2
Principaux produits d'importation du Canada, 2013

	Valeur (milliards \$)	Variation en valeur (milliards \$)	Part (%)	Croissance (%)
Ensemble des produits	475,6	13,6	100	2,9
Véhicules à moteur	73,8	3,1	15,5	4,4
Machines et pièces	67,7	0,3	14,2	0,4
Énergie	51,8	0,4	10,9	0,8
Matériel électrique	46,7	1,4	9,8	3,0
Plastiques	15,8	0,7	3,3	4,9
Pierres et métaux précieux	14,3	-1,1	3,0	-7,2
Instruments scientifiques et techniques	13,6	0,2	2,9	1,3
Produits pharmaceutiques	12,5	0,2	2,6	1,8
Articles en fer ou en acier	12,0	-0,2	2,5	-1,5
Meubles et literie	9,3	0,3	2,0	3,3
10 principaux produits	317,6	5,3	66,8	1,7
Tous les autres produits	158,0	8,3	33,2	5,5

Le commerce avec les principaux partenaires commerciaux

Les exportations de marchandises

La ventilation des exportations canadiennes de marchandises par destination est encore plus concentrée que par produit. Les 10 principales destinations des exportations accaparent près de 90,5 p. 100 de l'ensemble des exportations, tandis que les cinq principales destinations comptent pour 86,5 p. 100 du total.

Les États-Unis ont reçu 75,8 p. 100 des exportations canadiennes en 2013, en hausse par rapport au niveau de 74,3 p. 100 enregistré un an plus tôt. L'augmentation globale de 19,1 milliards de dollars des exportations aux États Unis équivaut à la totalité de l'augmentation des exportations survenue l'an dernier, alors que les gains observés vers la plupart des autres partenaires régionaux ont été neutralisés par le recul notable des exportations au Royaume Uni. L'énergie, le bois et les pierres et métaux précieux ont représenté les deux tiers de l'augmentation globale.

Bien que les exportations vers la Chine aient progressé plus rapidement que les exportations totales, la part des exportations allant vers ce pays est demeurée statistiquement inchangée, à 4,3 p. 100, entre 2012 et 2013. La hausse de 0,5 milliard de dollars des exportations de bois a été essentiellement compensée par un repli de 0,4 milliard de dollars des exportations d'énergie.

Malgré la baisse d'un quart des exportations vers le Royaume-Uni (4,7 milliards de dollars), ce pays est demeuré la troisième plus importante destination des exportations de marchandises du Canada en 2013. La chute de 4,9 milliards de dollars dans les exportations de pierres et métaux précieux (principalement l'or, mais aussi les diamants et l'argent) explique en grande partie ce déclin.

Les exportations vers le Mexique, notre partenaire de l'ALENA, ont progressé de 0,8 p. 100; les gains enregistrés dans les produits électroniques, les plastiques et les voitures ont été pour l'essentiel annulés par un repli des exportations de graines oléagineuses.

Parmi les principales destinations, les exportations canadiennes vers Hong Kong ont bondi de 99,4 p. 100, et ce partenaire est passé du 11e rang en 2012 au 6e rang en 2013. La plus grande partie du gain est survenue dans les exportations de pierres et métaux précieux.

TABEAU 5-3
Exportations canadiennes vers les régions partenaires, 2013

	Valeur (milliards \$)	Variation en valeur (milliards \$)	Part (%)	Croissance (%)
Monde	472,5	17,7	3,9	100
États-Unis	358,2	19,1	5,6	75,8
Chine	20,6	1,2	6,1	4,3
R.-U.	14,0	-4,7	-25,2	3,0
Japon	10,7	0,3	3,2	2,3
Mexique	5,4	0,0	0,8	1,1
5 premiers	408,9	16,0	4,1	86,5
5 suivants	18,5	1,0	5,9	3,9
15 suivants	25,5	1,0	3,9	5,4
75 suivants	18,4	0,1	0,4	3,9
120 derniers	1,2	-0,3	-22,2	0,3

Les importations de marchandises

Les principaux partenaires du Canada du côté des importations ont été responsables de la hausse des importations canadiennes de marchandises en 2013, alors que les partenaires qui ne figurent pas parmi les 10 premiers ont enregistré globalement une perte. Entre autres, les destinations qui se classent sous le 100^e rang ont, collectivement, vu leurs expéditions au Canada chuter de moitié entre 2012 et 2013.

Les importations en provenance des États-Unis ont progressé plus rapidement que les importations totales, la part de ce pays dans les importations canadiennes passant de 50,6 p. 100 en 2012 à 52,1 p. 100 en 2013. Plus de 70 p. 100 de l'augmentation des importations venant des États-Unis est imputable à l'énergie et aux produits de l'automobile.

TABLEAU 5-4
Importations canadiennes en provenance
des régions partenaires, 2013

	Valeur	Variation	Part	Croissance
	(milliards \$)	en valeur (milliards \$)	(%)	(%)
Monde	475,6	13,6	2,9	100
États-Unis	247,8	13,9	6,0	52,1
Chine	52,7	2,0	4,0	11,1
Mexique	26,7	1,2	4,7	5,6
Allemagne	15,4	1,1	7,7	3,2
Japon	13,7	-1,3	-8,6	2,9
5 premiers	356,4	16,9	5,0	74,9
5 suivants	31,7	2,0	6,6	6,7
15 suivants	45,0	-4,3	-8,7	9,5
75 suivants	41,8	-0,3	-0,7	8,8
120 derniers	0,7	-0,7	-49,6	0,2

Les importations en provenance de la Chine ont ralenti pour la quatrième année consécutive, mais elles ont néanmoins progressé plus rapidement que les importations totales. En conséquence, la part de la Chine dans les importations canadiennes a atteint 11,1 p. 100 en 2013, un niveau record. Les machines, les produits de l'automobile, les plastiques et les vêtements en bonneterie ont dominé les gains, tandis que les importations de produits de fer et d'acier reculaient de 9,5 p. 100.

Grâce à des importations de produits énergétiques en hausse d'environ un tiers par rapport à 2012 et des importations d'aéronefs et de pièces grimpaient de près de la moitié, les importations en provenance du Mexique ont progressé de 4,7 p. 100 (1,2 milliard de dollars) en 2013. Les produits de l'automobile et les machines et le matériel électriques – les deux

premières catégories d'importation – ont aussi fait une contribution à cette avancée.

Les importations en provenance de l'Allemagne étaient en forte progression pour ce qui est des machines, des produits pharmaceutiques et des appareils électroniques, aidant les importations totales de ce pays à progresser de 7,7 p. 100 (1,1 milliard de dollars) en 2013. Toutefois, les produits de l'automobile ont subi l'un de leurs reculs périodiques. Par contre, les importations de navires et de bateaux étaient en hausse de 107 millions de dollars, mais ce gain a été annulé par une baisse de 111 millions de dollars des importations de matériel ferroviaire.

Le Japon a été la seule source d'importations parmi les cinq premières à accusé un repli en 2013 (de 1,3 milliard de dollars, soit 8,6 p. 100). La baisse des importations de véhicules et de machines explique plus des trois quarts de ce recul.

Le commerce au niveau des provinces et des territoires

Les exportations de marchandises

Trois provinces – l'Alberta, l'Ontario et le Québec – sont à l'origine des trois quarts des exportations de marchandises du Canada, et elles ont été responsables des trois quarts de l'augmentation des exportations en 2013.

L'Alberta a dominé le tableau des gains à l'exportation parmi les provinces et les territoires en 2013, avec une hausse de 7,9 milliards de dollars (8,2 p. 100), à 104,3 milliards de dollars. Les produits énergétiques venaient en tête, avec une augmentation de 7,6 milliards de dollars.

En Ontario, les gains enregistrés dans les métaux précieux, les produits chimiques inorganiques et les produits pharmaceutiques ont été en partie annulés par des baisses dans les exportations de machines, d'aéronefs et de pièces et de produits de l'automobile, alors que les exportations de la province avançaient globalement de 3,1 milliards de dollars (1,7 p. 100), pour s'établir à 190,1 milliards de dollars. Les exportations ontariennes au Royaume-Uni ont chuté de 4,2 milliards de dollars en 2013.

Au Québec, les exportations ont augmenté de 2,2 milliards de dollars (3,4 p. 100) pour atteindre 65,8 milliards de dollars. La province a affiché de solides gains dans les exportations d'aéronefs et de pièces (1,3 milliard de dollars, soit 20,6 p. 100) et de bois (0,5 milliard de dollars, ou 30,4 p. 100), mais les baisses survenues dans les exportations de minerais (0,6 milliard de dollars, soit 19,7 p. 100) et d'oléagineux (0,5 milliard de dollars, ou 49,4 p. 100) ont contribué à limiter le gain net de la province.

En Colombie-Britannique, les exportations de bois ont bondi de 25,7 p. 100 (1,6 milliard de dollars), battant la marche de l'augmentation des exportations de cette province en 2013.

Au total, les exportations du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest ont fléchi en raison de la baisse des exportations de pierres et métaux précieux. Les exportations du Yukon étaient en baisse par suite de la diminution des expéditions internationales de minerais.

TABLEAU 5-5
Exportations provinciales de marchandises
vers le monde, 2013

	Valeur (milliards \$)	Variation en valeur (milliards \$)	Part (%)	Croissance (%)
Ontario	190,1	3,1	40,2	1,7
Alberta	104,3	7,9	22,1	8,2
Québec	65,8	2,2	13,9	3,4
Colombie-Britannique	34,0	2,1	7,2	6,6
Saskatchewan	32,3	0,7	6,8	2,3
Nouveau-Brunswick	14,5	-0,3	3,1	-2,2
Manitoba	12,7	1,2	2,7	10,4
Terre-Neuve-et-Labrador	11,9	0,6	2,5	5,1
Nouvelle-Écosse	4,3	0,4	0,9	11,4
Territoires du Nord-Ouest	1,6	-0,2	0,3	-13,3
Île-du-Prince-Édouard	0,9	0,1	0,2	6,3
Yukon	0,1	-0,1	0,0	-34,2
Nunavut	0,0	0,0	0,0	-16,6
Ensemble des provinces	472,5	17,7	100	3,9

Les importations de marchandises

Au niveau des provinces et des territoires, les importations sont encore plus concentrées que les exportations; les trois premières provinces (Ontario, Québec et Colombie-Britannique) comptant pour plus de 82 p. 100 des importations totales et près de 86 p. 100 de l'augmentation des importations en 2013.

Les importations de véhicules (gain de 4,7 p. 100) ont progressé près de deux fois plus vite que les importations totales en Ontario, contribuant à la hausse de 6,2 milliards de dollars des importations de cette province.

Comme du côté des exportations, les aéronefs et pièces ont dominé les importations du Québec, (hausse de 1,1 milliard de dollars, soit 43,7 p. 100). Les importations d'énergie (gain de 0,6 milliard de dollars) et de cuivre (hausse de 0,3 milliard de dollars) ont également inscrit des avancées notables, tandis que les importations de fer et d'acier reculaient de 0,3 milliard de dollars.

TABLEAU 5-6
Importations provinciales de marchandises
en provenance du monde, 2013

	Valeur	Variation	Part	Croissance
	(milliards \$)	en valeur (milliards \$)	(%)	(%)
Ontario	268,0	6,2	56,4	2,4
Québec	77,9	3,1	16,4	4,2
Colombie-Britannique	45,1	2,3	9,5	5,4
Alberta	29,8	2,5	6,3	9,1
Manitoba	19,1	-0,1	4,0	-0,3
Nouveau-Brunswick	13,4	0,4	2,8	3,3
Saskatchewan	11,2	0,1	2,4	1,0
Nouvelle-Écosse	6,0	-0,6	1,3	-9,2
Terre-Neuve-et-Labrador	4,9	-0,5	1,0	-8,6
Yukon	0,1	0,0	0,0	8,7
Nunavut	0,0	0,0	0,0	47,4
Île-du-Prince-Édouard	0,0	0,0	0,0	3,9
Territoires du Nord-Ouest	0,0	0,0	0,0	-65,4
Ensemble des provinces	475,6	13,6	100	2,9

Avec un gain de 22,2 p. 100 (0,7 milliard de dollars), les importations d'énergie ont été la principale source d'augmentation des importations en Colombie-Britannique. Les machines, les vêtements et les véhicules ont aussi contribué à la hausse.

L'énergie compte également pour une part significative de l'augmentation des importations de l'Alberta, représentant près de la moitié de la hausse globale de 2,5 milliards de dollars. L'énergie a été un facteur encore plus important dans la progression des importations au Nouveau-Brunswick en 2013 (hausse de 0,5 milliard de dollars), tandis que les importations totales de la province n'avaient que de 0,4 milliard de dollars.

À l'opposé, une baisse de 0,4 milliard de dollars des importations d'énergie est intervenue pour limiter l'augmentation des importations totales de la Saskatchewan à seulement 0,1 milliard de dollars. Les importations d'énergie en Nouvelle-Écosse ont reculé de

0,5 milliard de dollars, ce qui a fait une contribution significative à la baisse globale de 0,6 milliard de dollars des importations de cette province en 2013. À Terre-Neuve-et-Labrador, les importations d'énergie ont été responsables de la baisse globale de 0,5 milliard de dollars des importations de la province.

Le commerce selon le mode de transport

Les exportations de marchandises

Un peu plus du tiers des exportations de marchandises sont expédiées par camion, et les deux tiers de toutes les exportations expédiées par camion quittent le Canada par l'Ontario. Les États-Unis sont la destination de la quasi-totalité des exportations par camion.

Les exportations transportées par eau représentaient le cinquième de toutes les exportations en 2013, soit 95 milliards de dollars. Les États-Unis et la Chine sont les deux principales destinations des exportations transportées par voie maritime, avec 24,8 p. 100 et 19,0 p. 100, respectivement.

Environ 88,4 milliards de dollars d'exportations ont été transportées par d'« autres » moyens, principalement par pipeline ou par ligne de transport d'électricité. La plus grande partie de ces exportations a quitté le pays par l'Alberta, et la quasi-totalité des exportations expédiées par ces moyens ont pris la destination des États-Unis.

Environ un dollar sur six de produits exportés a été expédié par rail vers des destinations nord-américaines. Des gains importants dans les exportations ferroviaires sont survenus en Alberta (32,3 p. 100) et au Québec (18,1 p. 100), mais ils ont été limités par la baisse de 2,0 milliards de dollars (4,9 p. 100) des exportations ferroviaires en partance de l'Ontario.

Les exportations de marchandises expédiées par voie aérienne ont représenté environ 10 p. 100 des exportations totales en 2013, la plus grande partie en passant par l'Ontario et le Québec. En termes de variations des exportations par rapport aux valeurs de 2012 vers les différentes destinations, on note des gains importants pour Hong Kong (2,5 milliards de dollars), la Suisse (0,9 milliard de dollars) et le Japon (0,5 milliard de dollars), tandis que les exportations au Royaume-Uni reculaient de 4,8 milliards de dollars. Ces valeurs coïncident globalement avec les hausses et les baisses d'exportations de métaux précieux vers ces pays.

TABLEAU 5-7
Exportations vers le monde selon
le mode de transport, 2013

	Valeur (milliards \$)	Variation en valeur (milliards \$)	Part (%)	Croissance (%)
Tous les modes de transport	472,5	17,7	100	3,9
Transport routier	162,1	4,7	34,3	3,0
Ontario	104,0	4,2	64,2	4,2
Québec	30,3	0,9	18,7	3,2
Alberta	7,6	-1,9	4,7	-20,2
États-Unis	157,3	4,6	97,1	3,0
Transport maritime	95,0	-2,8	20,1	-2,9
Colombie-Britannique	17,9	0,6	18,9	3,3
Ontario	13,1	-1,1	13,8	-7,5
Québec	12,9	-1,7	13,6	-11,8
Alberta	11,4	-1,1	12,0	-8,9
Terre-Neuve-et-Labrador	11,2	0,6	11,8	5,5
Chine	18,1	0,8	19,0	4,6
Inde	2,2	0,6	2,3	35,3
Indonésie	1,5	0,2	1,5	16,9
États-Unis	23,6	0,2	24,8	0,7
Russie	1,0	-0,3	1,0	-23,4
Corée du Sud	2,9	-0,3	3,0	-9,5
Bahamas	0,2	-0,3	0,2	-63,3
Arabie Saoudite	0,6	-0,5	0,6	-47,5
Pays-Bas	3,0	-1,2	3,1	-28,1
Autres	88,4	8,8	18,7	11,0
Alberta	69,7	7,5	78,9	12,0
États-Unis	87,8	9,0	99,3	11,5
Transport ferroviaire	77,2	4,1	16,3	5,6
Alberta	13,7	3,4	17,8	32,3
Québec	9,7	1,5	12,5	18,1
Ontario	38,7	-2,0	50,1	-4,9
États-Unis	75,1	3,9	97,2	5,5
Mexique	1,6	0,1	2,1	7,1
Transport aérien	49,8	2,9	10,5	6,2
Ontario	31,6	1,7	63,6	5,7
Québec	11,4	1,2	23,0	12,1
Hong Kong	4,0	2,5	8,1	165,9
États-Unis	14,5	1,4	29,0	11,0
Suisse	1,7	0,9	3,4	129,5
Japon	1,3	0,5	2,6	59,2
Royaume-Uni	10,1	-4,8	20,2	-32,2

Les importations de marchandises

La plus grande partie de l'augmentation de 13,6 milliards de dollars des importations totales provient d'une hausse de 11,0 milliards de dollars des produits transportés par camion. Un peu plus de la moitié (52,8 p. 100) des importations de marchandises arrivent au Canada par camion, la grande majorité entrant en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique. Plus de

70 p. 100 des biens transportés par camion proviennent des États-Unis. Des marchandises importées de la Chine d'une valeur de près de 20 milliards de dollars sont débarquées ailleurs en Amérique du Nord et en Amérique du Sud avant d'être acheminées par camion au Canada.

Environ 106,3 milliards de dollars d'importations sont arrivées par voie maritime, une baisse de 0,4 milliard de dollars par rapport à 2012. La diminution des importations de pétrole en provenance de l'Algérie, du Nigeria, de l'Azerbaïdjan, de l'Irak et du Kazakhstan témoigne de la baisse des importations par voie maritime venant de ces pays.

Les importations qui arrivent par la voie des airs ont augmenté de 0,5 p. 100 (0,3 milliard de dollars), pour atteindre 61,9 milliards de dollars, principalement en raison des hausses enregistrées par la Corée du Sud, l'Allemagne et la Suisse, lesquelles ont été en partie annulées par le recul des importations du Pérou et de la Chine empruntant ce mode de transport.

Les importations arrivant par chemin de fer ont progressé de 2,7 p. 100 (1,1 milliard de dollars), pour atteindre 40,5 milliards de dollars. La plus grande partie de l'augmentation des importations par voie ferroviaire a touché l'Alberta (gain de 1,1 milliard de dollars), alors que les hausses et les baisses dans les autres provinces se sont pour l'essentiel annulées. Les gains sont principalement imputables aux États-Unis et ont été en partie compensés par une diminution des importations par chemin de fer en provenance du Mexique. Plus de 90 p. 100 des importations arrivant par train viennent des États-Unis et du Mexique.

Les importations empruntant d'autres modes de transport (principalement par pipeline ou par ligne de transport d'électricité) ont avancé de 10,8 à 16,0 milliards de dollars, la progression étant principalement attribuable aux importations provenant des États-Unis.

TABLEAU 5-8
Importations en provenance du monde
selon le mode de transport, 2013

	Valeur (milliards \$)	Variation en valeur (milliards \$)	Part (%)	Croissance (%)
Tous les modes de transport	475,6	13,6	100	2,9
Transport routier	250,9	11,0	52,8	4,6
Ontario	171,3	9,1	68,3	5,6
Colombie-Britannique	21,3	1,1	8,5	5,2
Québec	20,6	0,9	8,2	4,7
États-Unis	177,9	5,7	70,9	3,3
Chine	19,8	1,8	7,9	9,8
Mexique	18,2	1,3	7,3	7,5
Transport maritime	106,3	-0,4	22,3	-0,4
Colombie-Britannique	16,7	0,9	15,8	5,8
Nouveau-Brunswick	9,8	0,4	9,2	3,7
Terre-Neuve-et-Labrador	4,8	-0,5	4,5	-8,8
Ontario	29,2	-0,5	27,5	-1,7
Nouvelle-Écosse	5,6	-0,6	5,3	-9,8
États-Unis	13,1	5,0	12,4	6,4
Kazakhstan	2,4	-0,6	2,2	-21,4
Iraq	3,2	-0,7	3,0	-18,5
Azerbaïdjan	0,0	-0,8	0,0	-100
Nigeria	0,9	-0,9	0,9	-48,9
Japon	6,7	-1,0	6,3	-13,1
Algérie	2,8	-1,7	2,6	-37,6
Transport aérien	61,9	0,3	13,0	0,5
Ontario	41,2	-1,0	66,5	-2,4
Québec	11,2	1,0	18,0	10,1
Corée du Sud	1,5	0,8	2,5	100,7
Allemagne	3,8	0,5	6,1	14,0
Suisse	2,9	0,3	4,7	12,6
Argentine	1,4	-0,3	2,2	-19,3
Royaume-Uni	2,7	-0,3	4,4	-11,5
Chine	9,6	-0,4	15,6	-3,7
Pérou	2,2	-0,6	3,5	-21,5
Transport ferroviaire	40,5	1,1	8,5	2,7
Alberta	6,6	1,1	16,3	19,6
États-Unis	32,9	1,8	81,3	6,0
Mexique	3,8	-0,4	9,5	-10,1
Autres	16,0	1,6	3,4	10,8
Québec	6,4	1,3	39,9	24,7
Alberta	5,5	1,1	34,5	25,9
Ontario	2,8	-1,0	17,7	-26,2
États-Unis	8,9	1,2	55,2	16,3
Norvège	2,3	0,7	14,5	40,5
Royaume-Uni	0,9	0,5	5,9	112,2
Algérie	0,6	-1,0	3,6	-62,6

Les principaux déterminants du commerce des marchandises

La performance commerciale du Canada peut être examinée plus en détail à l'aide d'une ventilation par produit englobant plus de 1 200 articles¹. Cependant, parmi ces articles, quelques-uns seulement représentent une valeur commerciale suffisante pour avoir une influence marquante sur le solde commercial du Canada. Le tableau A énumère 22 produits qui ont dicté la performance commerciale du Canada en 2013 au niveau de la classification à quatre chiffres du SH.

Ces 22 produits totalisaient 216,5 milliards de dollars (45,8 p. 100) sur les 472,5 milliards de dollars d'exportations du Canada en 2013. Cela représente 8,2 milliards de dollars de plus que la valeur des exportations des mêmes produits un an plus tôt. Simultanément, ces produits représentaient 28,5 p. 100 des importations totales, soit 135,4 milliards de dollars, ce qui est 0,2 milliard de dollars de moins que la valeur des importations des mêmes produits en 2012. Ainsi, ces 22 produits ont engendré un excédent commercial de 81,5 milliards de dollars, lequel était 8,5 milliards plus élevé que l'excédent de l'année précédente, contribuant à réduire le déficit commercial – le Canada a enregistré un déficit commercial global de 3,1 milliards de dollars, en baisse de 4,1 milliards de dollars par rapport au déficit de 7,2 milliards de dollars observé en 2012.

Un examen plus approfondi de la performance commerciale en lien avec ces produits révèle qu'en termes de soldes commerciaux, à quelques exceptions près, le Canada s'en tire assez bien dans ses échanges de produits homogènes – pour la plupart des ressources naturelles – où la variété des produits n'est pas un facteur important. Le Canada produit et exporte également de nombreux produits à grande valeur ajoutée. Mais, en raison de l'étroitesse du marché intérieur, les producteurs canadiens ne peuvent répondre à la demande pour toute les variétés, et le pays doit importer une gamme étendue de variétés de ces produits tandis qu'il exporte les variétés qui sont produites au pays (p. ex. des téléphones intelligents, des médicaments, des véhicules et des moteurs entrant dans certains modèles de véhicules). Pour ces produits, le Canada enregistre principalement des déficits commerciaux, tout en exploitant des niches commerciales dans la mesure du possible.

¹ Le commerce des marchandises du Canada est le plus souvent présenté à l'aide du Système harmonisé (SH) de classification du commerce, un système international de codification des produits échangés. Dans le système SH, le commerce est réparti en 99 chapitres, aussi appelé niveau de classification à 2 chiffres du SH. Dans chaque chapitre, les produits sont subdivisés en niveaux de classification à 4, 6 et 8 chiffres du SH, et des comparaisons internationales sont possibles en descendant jusqu'à la classification à 6 chiffres du SH. La présente section renferme un examen des produits au niveau de la classification à 4 chiffres du SH qui ont déterminé l'évolution du solde commercial du Canada au cours de la dernière année.

TABLEAU A

Déterminants clés de la performance commerciale du Canada en 2013

	Exportations		Importations		Solde	
	Exportations	Variation	Importations	Variation	Solde	Variation
	Valeur (milliards \$)	en valeur (milliards \$)	Valeur (milliards \$)	en valeur (milliards \$)	Valeur (milliards \$)	en valeur (milliards \$)
Exportations élevées et importations élevées, excédent						
Pétrole brut	81,7	7,0	27,0	-2,7	54,7	9,7
Or	16,2	0,9	9,6	-0,2	6,6	1,1
Polymères d'éthylène	4,5	0,7	1,4	0,0	3,2	0,6
Argent	2,3	0,1	1,0	-0,4	1,3	0,5
Éléments et isotopes radioactifs	2,3	0,6	1,0	0,1	1,3	0,5
Voitures	46,6	-0,3	27,1	1,2	19,5	-1,5
Pétrole non brut	18,9	-0,8	17,7	2,4	1,1	-3,2
Total partiel	172,5	8,0	84,8	0,3	87,7	7,8
Exportations élevées et importations limitées, excédent						
Bois d'œuvre	7,7	1,7	0,5	0,1	7,1	1,7
Légumineuses séchées	2,8	0,9	0,1	0,0	2,7	0,9
Blé	6,7	0,6	0,0	0,0	6,7	0,6
Huile de canola	2,8	-0,5	0,1	-0,1	2,7	-0,5
Charbon	5,4	-0,9	0,7	-0,3	4,7	-0,6
Graines de canola	4,3	-0,9	0,1	0,0	4,2	-0,9
Total partiel	29,8	0,9	1,6	-0,3	28,1	1,2
Exportations limitées et importations élevées, déficit						
Bouteurs, niveleuses, racleuses, etc.	0,1	0,0	3,2	-0,9	-3,1	0,9
Téléviseurs, moniteurs vidéo et projecteurs	0,5	0,0	2,7	-0,4	-2,3	0,4
Total partiel	0,6	0,0	6,0	-1,2	-5,3	1,2
Exportations élevées et importations élevées, déficit						
Médicaments sous forme de doses	4,5	0,5	8,8	-0,2	-4,3	0,7
Pièces de moteurs à pistons	1,2	0,0	2,0	-0,5	-0,8	0,5
Camions de transport de marchandises	1,2	0,0	13,6	0,5	-12,4	-0,4
Téléphones et pièces	2,5	-0,2	9,7	0,3	-7,2	-0,5
Moteurs à pistons à combustion interne	2,0	-0,7	4,8	0,0	-2,8	-0,7
Circuits intégrés, etc.	1,7	0,0	3,6	0,7	-1,9	-0,7
Total partiel	13,1	-0,3	42,5	0,9	-29,3	-1,2
Exportations limitées et importations limitées, déficit						
Véhicules blindés et pièces	0,5	-0,5	0,5	0,2	-0,1	-0,7
Total partiel	0,5	-0,5	0,5	0,2	-0,1	-0,7
Total, 22 produits	216,5	8,2	135,4	-0,2	81,2	8,4

| CHAPITRE 6 | Vue d'ensemble de la performance du Canada sur le plan de l'investissement

Vue d'ensemble de la performance du Canada sur le plan de l'investissement

Les estimations préliminaires indiquent que les flux mondiaux d'investissement étranger direct (IED)¹ ont augmenté de 10,9 p. 100 en 2013, à 1,46 billion de \$É.-U., par rapport à une valeur révisée de 1,32 billion de dollars \$É.-U. en 2012. Les entrées d'IED ont progressé dans tous les grands groupes d'économies – développées, en développement et en transition². Cependant, les entrées d'IED dans les pays développés, qui représentent 39,4 p. 100 des entrées totales, demeurent près de leur creux historique (39,2 p. 100, enregistré en 2012). En revanche, à nouveau en 2013, les économies en développement ont représenté plus de la moitié de l'IED mondial (52,0 p. 100), leurs entrées atteignant un nouveau sommet à 759 milliards de \$É.-U. Parallèlement, les économies en transition ont affiché une hausse impressionnante de 45 p. 100 de leurs entrées d'IED, pour marquer un niveau record de 126 milliards de \$É.-U. Les entrées d'IED en Russie ont bondi de 83 p. 100, à 94 milliards de \$É.-U., faisant de ce pays, pour la première fois, le troisième plus important destinataire de l'IED.

Du côté sortant, les données indiquent que les sorties mondiales ont progressé de 5,1 p. 100, à 1,42 billion de \$É.-U., en 2013. Bien que la majorité des flux provenaient des pays développés, le niveau d'investissement de ces pays était pratiquement égal à l'activité d'investissement observée l'année précédente, soit 858 milliards de \$É.-U., ce qui est toujours 55 p. 100 sous le sommet de 2007. En 2013, les investissements en provenance de l'Amérique du Nord ont reculé de 10 p. 100, tandis que ceux provenant d'Europe gagnaient 10 p. 100. Les investissements japonais à l'étranger ont crû pour la troisième année consécutive, atteignant un niveau record et permettant au Japon de conserver le second rang parmi les principaux pays investisseurs dans le monde. Les investissements venant des pays en développement ont progressé de 4 p. 100, un rythme plus lent que la moyenne mondiale. Les fortes avancées enregistrées en Afrique (57 p. 100) et en Asie de l'Ouest et de l'Est (65 p. 100 et 7 p. 100, respectivement) ont été en partie annulées par les baisses observées en Amérique latine et dans les Caraïbes (10 p. 100) et en Asie du Sud (74 p. 100). Les investissements provenant des économies en transition ont bondi de 85 p. 100, pour s'établir à 100 milliards de \$É.-U., ce qui représente les deux tiers de la progression des sorties d'investissement l'an dernier.

L'essentiel de l'activité accrue au chapitre de l'IED en 2013 semble avoir pris la forme de réserves d'encaisse, dans le cadre de réinvestissements de bénéfices des pays développés dans des filiales à l'étranger, alors que les fusions et acquisitions (F et A) transfrontières augmentaient de 5 p. 100 l'an dernier et que les investissements annoncés en installations nouvelles étaient en baisse de 1,7 p. 100. Cependant, près de la moitié de l'IED effectué par des investisseurs d'économies en développement ou en transition ont pris la forme de participations au capital-actions.

Les entrées au Canada ont bondi en 2013, augmentant de 49,3 p. 100, à 64,2 milliards de dollars, alors qu'elles avaient été de 43,0 milliards de dollars un an plus tôt. Cela a ramené les entrées à un niveau approchant la parité avec 2008, mais toujours à environ la moitié de leur précédent sommet, atteint en 2007. Tous les grands secteurs ont inscrit des entrées nettes en 2013; cependant, par rapport à 2012, les investisseurs ont concentré leurs activités dans les secteurs des finances et des assurances, de la fabrication, et de l'énergie, au détriment du commerce et des transports, de la gestion de sociétés et d'entreprises, et des autres industries.

1 Les flux d'investissement étranger direct (IED) représentent les mouvements annuels de capitaux qui franchissent les frontières nationales pour être investis dans des structures, du matériel et des organisations sur le marché intérieur d'un pays, ou dans du capital-actions s'il s'ensuit qu'une entité résidente d'un pays acquiert un intérêt durable dans une entreprise résidant dans un autre pays. En pratique, l'investissement direct est réputé se produire lorsqu'une société détient au moins 10 p. 100 des actions avec droit de vote d'une entreprise étrangère. Le stock d'IED est la valeur cumulative de tous les investissements de ce genre détenus à l'étranger par les ressortissants d'un pays. En raison de l'évolution constante des valeurs et des différences dans les méthodes de collecte des données, la somme des flux d'IED ne donne pas une indication précise du stock d'IED.

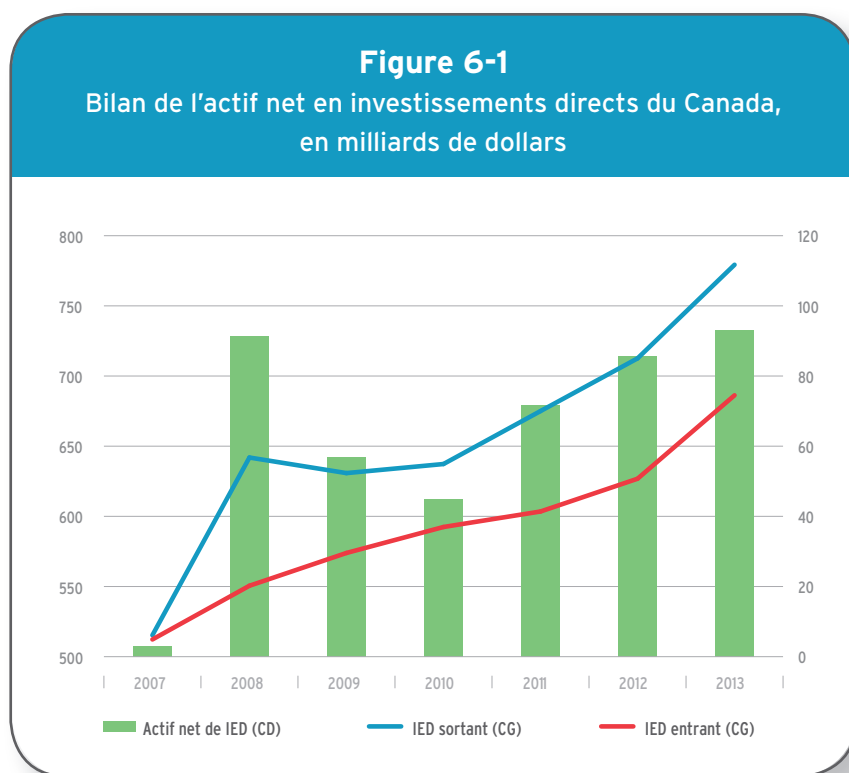
2 Voir UNCTADstat pour la composition par pays de ces classifications.

Une bonne partie de l'augmentation est attribuable à une forte hausse des prêts intrasociétés à des filiales étrangères. Malgré l'une des plus importantes transactions survenue en 2013 – la prise de contrôle de la société pétrolière et gazière Nexen Inc. par CNOOC Ltd (Chine) pour une valeur 19 milliards de \$É.-U. – l'activité de F et A transfrontière au Canada a chuté de moitié en 2013 par rapport à 2012.

D'autre part, les sorties d'investissement direct canadien ont ralenti de 2012 à 2013, perdant 20,7 p. 100, à 43,9 milliards de dollars. Au niveau sectoriel, les sorties étaient en baisse dans tous les grands secteurs, sauf la fabrication, par comparaison avec 2012, et un désinvestissement de 3,7 milliards de dollars a été observé dans les secteurs de l'énergie et de l'exploitation minière. Les activités de F et A, les bénéfices réinvestis et les prêts intrasociétés ainsi

que les autres formes d'investissement direct étaient en régression par rapport aux niveaux de 2012, notamment aux États-Unis.

En 2013, les investisseurs étrangers ont accru leurs avoirs cumulatifs en investissement direct au Canada de 59,5 milliards de dollars (9,5 p. 100), à 686,3 milliards de \$É.-U. La fabrication et l'extraction minière, pétrolière et gazière, les deux secteurs déjà les plus importants pour la présence des investisseurs étrangers, ont accaparé près de 70 p. 100 de l'augmentation de l'IED au Canada l'an dernier, leurs avoirs augmentant, respectivement, de 23,2 et de 18,1 milliards de dollars. Tous les autres secteurs ont enregistré un investissement positif en 2013, à l'exception de l'immobilier, de la location et du crédit-bail, où il y a eu un léger recul de 10 millions de dollars de



l'IED entre 2012 et 2013. Les États-Unis détiennent plus de la moitié de tous les investissements étrangers directs au Canada et ont été à l'origine de plus de la moitié du gain total de l'IED au pays en 2013.

Simultanément, les investisseurs canadiens ont ajouté 66,7 milliards de dollars (9,4 p. 100) à leurs avoirs en investissement direct à l'étranger, lesquels ont atteint 779,3 milliards de dollars en 2013. Le secteur des finances et des assurances est le principal secteur d'investissement direct canadien à l'étranger et, en 2013, environ 44 p. 100 du nouveau stock d'investissement s'est retrouvé dans ce secteur. Les avoirs dans le secteur de la fabrication et celui de la gestion de sociétés ont également augmenté sensiblement, avec des gains de 10,9 milliards de dollars et de 8,4 milliards de dollars, respectivement. Il y eu un désinvestissement net de 1 milliard de dollars dans le secteur des mines, du pétrole et du gaz en raison d'une baisse de l'activité d'extraction pétrolière et gazière. Les avoirs détenus en agriculture et dans les autres secteurs primaires ont reculé pour la troisième année consécutive, tandis qu'ils étaient en baisse pour une deuxième année d'affilée dans celui des services d'hébergement et de restauration.

Le solde net du Canada en matière d'investissement direct a dépassé 93,0 milliards de dollars en 2013, ce qui constitue un nouveau sommet.

Les flux d'investissement étranger direct dans le monde

Entrées

Les entrées mondiales d'IED ont progressé de 10,9 p. 100 en 2013 pour atteindre la valeur estimative de 1,46 billion de dollars \$É.-U. Ce niveau est comparable à la moyenne observée avant la crise, soit 1,49 billion de dollars \$É.-U. sur la période 2005-2007.

À 39,4 p. 100, les entrées dans les pays développés demeurent près de leur creux historique de 39,2 p. 100, survenu en 2012. Bien que les entrées dans les pays développés aient augmenté de 11,6 p. 100, à 576 milliards de \$É.-U., elles demeurent à moins de la moitié de leur sommet enregistré en 2007.

Les estimations pour l'Amérique du Nord montrent que les entrées ont progressé de 5,8 p. 100 par suite d'un revirement de la situation au Canada (hausse de 49 p. 100, à 64,1 milliards de \$É. U.). Cette avancée est essentiellement attribuable à une forte augmentation des prêts intrasociétés à des filiales étrangères au Canada puisque les ventes par F et A transfrontières étaient en baisse au pays.

En 2013, les entrées d'IED dans les économies en développement ont atteint un nouveau sommet de 759 milliards de \$É. U., soit 52 p. 100 des entrées mondiales. Les flux vers l'Amérique latine et les Caraïbes et vers l'Afrique étaient en hausse, tandis que les flux vers l'Asie en développement ont légèrement reculé par rapport à 2012.

En dépit d'une légère diminution des flux d'IED dans les pays en développement d'Asie, cette région est demeurée au premier rang mondial pour l'IED en 2013. Parallèlement, l'augmentation observée en Amérique latine et dans les Caraïbes a porté les entrées dans cette région à un niveau comparable à celui de l'Europe.

Les entrées d'IED dans les économies en transition ont aussi marqué un niveau sommet de 126 milliards de \$É.-U., en hausse de 45 p. 100 par rapport à 2012, et représentent 8,6 p. 100 des entrées mondiales d'IED.

TABEAU 6-1

Entrées mondiales d'IED par grande région, 2013
(milliards de \$É.-U. et %)

	2013	Part	Croissance
Monde	1 461	100	10,9
Pays développés	576	39,4	11,6
Europe	296	20,3	25,2
Union Européenne	286	19,6	37,7
Amérique du Nord	223	15,3	5,8
Autres	57	3,9	-17,4
Pays en développement	759	52,0	6,2
Afrique	56	3,8	6,8
Afrique du Nord	14	1,0	-1,8
Autres pays d'Afrique	42	2,9	10,0
ALC	294	20,1	17,5
Amérique du Sud	134	9,2	-6,8
Amérique centrale	48	3,3	92,7
Caraïbes	112	7,7	37,8
Asie en développement	406	27,8	-0,8
Asie de l'Ouest	38	2,6	-19,6
Asie de l'Est	219	15,0	1,1
Asie du Sud	33	2,3	3,2
Asie du Sud-Est	116	7,9	2,4
Pays en transition	126	8,6	45,1

Sorties

Les sorties mondiales d'investissement étranger direct ont augmenté de 5,1 p. 100 pour s'établir à 1,42 billion de \$É.-U. en 2013.

Les investissements en provenance des économies développées étaient en légère hausse par rapport au niveau de 2012, à 858 milliards de \$É. U., mais demeurent 55 p. 100 sous leur sommet de 2007. En 2013, les investissements venant de l'Amérique du Nord ont diminué de 10 p. 100, tandis que ceux ayant pour origine l'Europe et le Japon ont progressé, dans chaque cas, de 10 p. 100. Pour le Japon, les sorties étaient en hausse pour la troisième année consécutive, marquant un niveau record. Les pays développés ont fourni plus de 60 p. 100 des investissements sortant dans le monde en 2013, ce qui constitue un recul par rapport au niveau de 70 p. 100 observé deux ans plus tôt.

L'activité d'IED en provenance des économies en développement a poursuivi son expansion en 2013, atteignant le niveau record de 460 milliards de \$É. U. Cependant, les sorties en provenance de ces économies ont augmenté plus lentement que la moyenne mondiale. De

fortes avancées en Afrique et en Asie de l'Ouest et de l'Est ont été partiellement annulées par les replis survenus en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'en Asie du Sud. Les économies en développement ont compté pour près du tiers des sorties mondiales d'IED l'an dernier.

Les investissements provenant des économies en transition ont bondi de 85 p. 100, à 100 milliards de \$É.-U., représentant les deux tiers de l'augmentation des sorties d'IED l'an dernier.

Près de la moitié de l'IED en provenance des pays en développement ou en transition a pris la forme de participations au capital-actions, alors que les investisseurs des pays développés ont continué à détenir d'importantes sommes en réserves liquides dans leurs filiales étrangères par le biais d'un réinvestissement des bénéfices. Cette dernière catégorie a atteint le niveau record de 67 p. 100 des sorties totales d'IED venant des pays développés.

En 2013, la valeur des achats transfrontières par F et A a progressé de 5 p. 100, à 349 milliards de \$É. U., essentiellement en raison du nombre accru d'acquisitions de la part d'investisseurs d'économies en développement ou en transition, qui ont accaparé une part de 56 p. 100 des activités mondiales de F et A transfrontières.

TABEAU 6-2
Sorties mondiales d'IED par grande région, 2013
(milliards de \$É.-U. et %)

	2013	Part	Croissance
Monde	1 418	100	5,1
Économies développées	858	60,5	0,6
Europe	330	23,3	10,3
Union européenne	252	17,8	5,9
États-Unis	338	23,8	-7,8
Japon	135	9,5	10,3
Autres pays développés	55	3,9	-12,7
Économies en développement	460	32,4	4,0
Afrique	21	1,5	57,1
Afrique du Nord	6	0,4	76,5
Autres pays d'Afrique	15	1,1	50,7
Amérique latine et Caraïbes	112	7,9	-9,7
Amérique du Sud	18	1,3	-18,9
Amérique centrale	11	0,8	-52,9
Caraïbes	83	5,9	5,3
Asie en développement	327	23,1	7,4
Asie de l'Ouest	32	2,3	64,6
Asie de l'Est	238	16,8	6,9
Asie du Sud	2	0,1	-73,8
Asie du Sud-Est	55	3,9	2,1
Économies en transition	100	7,1	85,2

La performance du Canada au chapitre de l'investissement direct

L'investissement entrant

Entrées

Les entrées totales d'IED au Canada ont grimpé de quelque 49 p. 100 en 2013, pour s'établir à 64,2 milliards de dollars. Les bénéfices réinvestis et les autres rentrées diverses (principalement des prêts intrasociétés) ont compté pour une bonne partie de l'investissement additionnel, tandis que les activités de F et A diminuaient de moitié.

Au niveau régional, tant les investisseurs américains que les investisseurs d'autres pays ont fait un plus grand usage des prêts intrasociétés pour accroître leur IED au Canada l'an dernier. Il y a eu une activité légèrement plus élevée de F et A et un montant légèrement plus élevé de bénéfices réinvestis provenant des investisseurs américains, tandis que les investisseurs des autres pays ont relevé leurs bénéfices réinvestis de plus de 80 p. 100 tout en réduisant leurs activités de F et A.

Tous les secteurs ont enregistré des entrées nettes d'IED en 2013. Cependant, par comparaison avec 2012, les investisseurs étrangers ont accru leurs investissements dans les secteurs de l'énergie et des mines, de la fabrication et des finances et assurances, tandis qu'ils les ont abaissés dans le commerce, le transport, la gestion d'entreprises et l'ensemble des autres industries.

TABEAU 6-3
Entrées d'investissement étranger direct au Canada
(\$M)

		2012	2013	Croissance (%)
Type d'entrées d'investissement étranger direct				
Entrées nettes, total	Monde	42 991	64 182	49,3
Fusions et acquisitions	Monde	23 144	11 202	-51,6
Bénéfices réinvestis	Monde	18 274	21 645	18,4
Autres entrées	Monde	1 572	31 334	1893,3
Entrées nettes, total	É.-U.	16 484	33 220	101,5
Fusions et acquisitions	É.-U.	3 648	3 694	1,3
Bénéfices réinvestis	É.-U.	13 526	13 048	-3,5
Autres entrées	É.-U.	-690	16 478	n.d.
Entrées nettes, total	RdM	26 505	30 962	16,8
Fusions et acquisitions	RdM	19 494	7 509	-61,5
Bénéfices réinvestis	RdM	4 750	8 597	81,0
Autres entrées	RdM	2 263	14 857	556,5
Entrées d'investissement direct par secteur				
Énergie et mines		6 877	17 526	154,8
Fabrication		11 415	22 927	100,8
Commerce et transport		12 938	5 238	-59,5
Finances et assurances		-1 452	11 063	n.d.
Gestion de sociétés et d'entreprises		8 591	4 895	-43,0
Autres industries		4 620	2 531	-45,2

Stock d'IED entrant

Le stock d'IED au Canada a augmenté de 59,5 milliards de dollars (9,5 p. 100) pour atteindre 686,3 milliards de dollars en 2013.

Avec une part de 51,3 p. 100, les États-Unis détiennent plus de la moitié de tout l'IED au Canada et ils ont été à l'origine de plus de la moitié du gain total d'IED au Canada en 2013.

L'Europe est la seconde source d'IED en importance au Canada, les Pays-Bas et le Royaume-Uni détenant près de 57 p. 100 de l'IED européen au pays. L'Europe a également été la deuxième source d'augmentation de l'investissement au Canada en 2013, avec une part évaluée à 13,3 milliards de dollars. Les gains faits par l'Europe ont été marqués notamment

par le Royaume-Uni (60,8 p. 100 du gain total), la France (11,6 p. 100) et, dans une moindre mesure, l'Allemagne (6,9 p. 100), les Pays-Bas (6,2 p. 100) et le Luxembourg (6,0 p. 100).

La majeure partie du reste de la hausse de l'IED au Canada en 2013 (12,6 milliards de dollars) provenait de la région de l'Asie-Océanie. Parmi les économies pour lesquelles des données sont publiquement disponibles, l'IED japonais au Canada a progressé de 1,1 milliard de dollars, tandis que l'investissement de la Chine augmentait de 252 millions de dollars; par contre, Singapour et la Corée du Sud ont réduit leurs investissements de 396 millions de dollars et de 219 millions de dollars, respectivement.

L'Amérique du Sud et l'Amérique centrale ont accru leurs investissements au Canada de 1,6 milliard de dollars en 2013, un gain essentiellement attribuable au Brésil. Parallèlement, l'Afrique réduisait ses avoirs au Canada de 66 millions de dollars l'an dernier.

La fabrication (23,2 milliards de dollars) et l'extraction minière, pétrolière et gazière (18,1 milliards de dollars) ont accaparé près de 70 p. 100 de l'augmentation de l'IED au Canada l'an dernier. Tous les autres secteurs ont enregistré un investissement positif en 2013, à l'exception du secteur de l'immobilier, de la location et du crédit-bail, où l'IED a accusé une légère perte de 10 millions de dollars entre 2012 et 2013.

TABLEAU 6-4
Stock d'investissement étranger direct au Canada
(millions de dollars et %)

	Valeur en 2013	Variation en 2013	Croissance en 2013
Par région			
Ensemble des pays	686 256	59 454	9,5
Amérique du Nord	356 482	32 078	9,9
Barbade	771	390	102,4
Bermudes	2 631	-148	-5,3
États-Unis	352 125	32 009	10,0
Amérique du Sud et Amérique centrale	18 384	1 614	9,6
Brésil	18 321	1 667	10,0
Europe	219 019	13 258	6,4
France	11 016	1 537	16,2
Allemagne	10 114	919	10,0
Luxembourg	28 549	798	2,9
Pays-Bas	67 805	825	1,2
Royaume-Uni	56 745	8 067	16,6
Afrique	2 338	-66	-2,7
Asie/Océanie	90 033	12 569	16,2
Australie	6 942	146	2,1
Japon	17 305	1 052	6,5
Chine	16 697	252	1,5
Singapour	683	-396	-36,7
Corée du Sud	4 946	-219	-4,2
Investissement par secteur			
Fabrication	209 338	23 186	12,5
Extraction minière, pétrolière et gazière	139 379	18 087	14,9
Gestion de sociétés et d'entreprises	116 146	4 770	4,3
Finances et assurances	94 524	5 926	6,7
Commerce de gros	49 900	790	1,6
Commerce de détail	31 748	2 532	8,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	9 312	614	7,1
Transport et entreposage	7 730	1 538	24,8
Toutes les autres industries	7 074	313	4,6
Services publics	5 676	543	10,6
Immobilier, location et crédit-bail	4 613	-10	-0,2
Services d'hébergement et de restauration	4 096	215	5,5
Information et Industries culturelles	4 073	939	30,0
Construction	2 352	7	0,3
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	295	5	1,7

L'investissement sortant

Sorties

Conformément à la diminution observée des sorties d'IED de l'Amérique du Nord décrite plus tôt dans ce chapitre, les investisseurs canadiens ont réduit d'un cinquième leurs sorties d'investissement entre 2012 et 2013.

Les investisseurs canadiens ont ralenti leurs activités de F et A de 19,9 p. 100 aux États-Unis et de 14,9 p. 100 dans le reste du monde. Les bénéfices réinvestis dans des filiales aux États-Unis ont reculé de 3 p. 100, mais de plus du tiers dans les filiales établies dans d'autres pays. Enfin, il y a eu un désinvestissement de plus de 10 milliards de dollars dans la catégorie des prêts intrasociétés à des filiales implantées aux États-Unis, mais une augmentation de plus de 8 milliards de dollars des prêts intrasociétés à des filiales établies dans d'autres pays.

À l'exception de la fabrication, les investisseurs canadiens ont réduit leurs sorties d'IED dans tous les secteurs entre 2012 et 2013. Il y a eu désinvestissement net dans les secteurs de l'énergie et des mines en 2013. Les flux d'investissement dans le secteur de la gestion de sociétés ont chuté de quelque 60 p. 100 d'une année à l'autre, et ils étaient en baisse de plus du tiers dans les industries diverses, tandis que les secteurs des finances et des assurances, du commerce et du transport enregistraient des replis un peu moins marqués. Cependant, les sorties d'investissement dans le secteur manufacturier se sont multipliées par près de six.

TABLEAU 6-5
Sorties d'investissement direct du Canada à l'étranger
(millions de dollars et %)

		2012	2013	Croissance (%)
Types de sorties d'investissement				
direct à l'étranger				
Sorties nettes, total	Monde	55 402	43 907	-20,7
Fusions et acquisitions	Monde	22 869	18 838	-17,6
Bénéfices réinvestis	Monde	28 437	22 723	-20,1
Autres sorties	Monde	4 093	2 346	-42,7
Sorties nettes, total	É.-U.	29 785	16 422	-44,9
Fusions et acquisitions	É.-U.	12 487	9 999	-19,9
Bénéfices réinvestis	É.-U.	13 047	12 658	-3,0
Autres sorties	É.-U.	4 249	-6 234	n.a.
Sorties nettes, total	RdM	25 616	27 484	7,3
Fusions et acquisitions	RdM	10 382	8 840	-14,9
Bénéfices réinvestis	RdM	15 390	10 066	-34,6
Autres sorties	RdM	-156	8 579	n.a.
Sorties d'investissement direct par secteur				
Énergie et mines		5 727	-3 700	n.a.
Fabrication		2 251	13 305	491,1
Commerce et transport		8 703	7 967	-8,5
Finances et assurances		18 608	16 882	-9,3
Gestion de sociétés et d'entreprises		13 909	5 477	-60,6
Autres industries		6 203	3 975	-35,9

TABLEAU 6-6

Stock d'investissement direct du Canada à l'étranger
(millions de dollars et %)

	Valeur en 2013	Variation en 2013	Croissance en 2013
Par région			
Ensemble des pays	779 292	66 730	9,4
Amérique du Nord	464 909	33 275	7,7
Barbade	62 953	1 680	2,7
Bermudes	10 696	-2 469	-18,8
Mexique	12 289	1 781	16,9
États-Unis	318 346	28 394	9,8
Amérique du Sud et Amérique centrale	44 628	2 833	6,8
Argentine	3 401	826	32,1
Brésil	11 053	264	2,4
Chili	16 642	266	1,6
Colombie	2 362	-600	-20,3
Pérou	8 120	2 155	36,1
Europe	207 971	29 664	16,6
Allemagne	8 230	2 040	33,0
Hongrie	10 984	1 068	10,8
Irlande	15 976	4 009	33,5
Luxembourg	30 224	6 487	27,3
Pays-Bas	17 742	1 884	11,9
Espagne	4 757	787	19,8
Suède	2 178	-643	-22,8
Suisse	6 913	3 758	119,1
Royaume-Uni	86 087	9 518	12,4
Afrique	2 173	849	64,1
Asie/Océanie	59 610	108	0,2
Australie	23 444	-2 639	-10,1
Hong Kong	5 089	1 353	36,2
Japon	4 715	-1 827	-27,9
Kazakhstan	2 423	575	31,1
Chine	4 917	1 030	26,5
Singapour	2 154	591	37,8
Investissement par secteur			
Finances et assurances	312 938	29 404	10,4
Extraction minière, pétrolière et gazière	138 459	-972	-0,7
Gestion de sociétés et d'entreprises	101 495	8 431	9,1
Fabrication	72 753	10 887	17,6
Information et industries culturelles	37 191	3 112	9,1
Transport et entreposage	27 595	5 402	24,3
Immobilier, location et crédit-bail	25 158	2 186	9,5
Services publics	18 786	2 071	12,4
Commerce de gros	11 120	1 824	19,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	10 169	1 577	18,4
Autres industries	9 851	424	4,5
Commerce de détail	7 808	2 478	46,5
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3 466	-92	-2,6
Services d'hébergement et de restauration	1 940	-45	-2,3
Construction	563	44	8,5

Stock d'IED sortant

Les investisseurs canadiens ont ajouté 66,7 milliards de dollars (9,4 p. 100) à leurs avoirs en investissement direct à l'étranger, lesquels ont atteint 779,3 milliards de dollars en 2013.

Pour la moitié environ, l'accroissement des avoirs est survenu en Amérique du Nord, dont environ 85 p. 100 (28,4 milliards de dollars) a été investi aux États-Unis. Une autre tranche de 44 p. 100 de la hausse des avoirs étrangers a été investie en Europe, principalement au Royaume-Uni, au Luxembourg et en Irlande, bien qu'il y ait eu un désinvestissement de 643 millions de dollars en Suède l'an passé. Globalement, l'investissement additionnel dans la région de l'Asie-Océanie a été minime, alors que les gains à Hong Kong, en Chine, à Singapour, au Kazakhstan et ailleurs ont été essentiellement annulés par les reculs survenus en Australie et au Japon. Les avoirs détenus en Amérique du Sud et en Amérique centrale ont progressé de 2,8 milliards de dollars, principalement en raison d'une hausse de l'investissement au Pérou. Enfin, l'investissement canadien en Afrique a rebondi à 2,2 milliards de dollars en 2013, après une baisse de 70 p. 100 l'année précédente. Malgré cette avancée en 2013, le niveau d'investissement en Afrique demeure inférieur de moitié à la valeur observée en 2011.

Les finances et les assurances sont le principal secteur d'investissement direct du Canada à l'étranger et, en 2013, environ 44 p. 100 du stock additionnel d'investissement s'est retrouvé dans ce secteur. L'investissement dans le secteur manufacturier s'est accéléré, ajoutant 10,9 milliards de dollars, à 72,8 milliards de dollars, suivi du secteur de la gestion de sociétés (gain de 8,4 milliards de dollars, à 101,5 milliards de dollars) et du secteur du transport et de l'entreposage (hausse de 5,4 milliards de dollars, à 27,6 milliards de dollars). Il y a eu désinvestissement net de 1 milliard de dollars dans le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière, et les ajouts de 3,3 milliards de dollars dans le secteur minier et de 1,1 milliard de dollars dans les services de soutien ont été plus qu'annulés par le recul de 5,3 milliards de dollars survenu dans le secteur de l'extraction pétrolière et gazière. Les avoirs détenus en agriculture et dans les autres secteurs primaires ont reculé pour la troisième année d'affilée, tandis que dans les avoirs dans le secteur des services d'hébergement et de restauration étaient en baisse pour une deuxième année de suite.